

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2236 - 10 juin 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

**Non au gouvernement
qui veut moins
imposer les riches...
et faire travailler
les chômeurs gratuits !**

p. 4, 6

**11, 12 et 13 juin
à Presles (Val-d'Oise)**



**La Fête de
Lutte Ouvrière**



Leur société

- p.4 ■ Loi fiscale
 - L'UMP et les prisons : chasse aux voix sur l'air de la sécurité
- p.5 ■ UMP - FN : compétition xénophobe
 - Europe Ecologie - Les Verts : la pêche aux électeurs tous azimuts
 - PCF : le ralliement à Mélenchon, un marché de dupes
- p.6 ■ RSA : l'UMP pointe du doigt les chômeurs
 - Lyon : des hausses de loyer inadmissibles
 - Déménagement du ministère de la Défense

Dans le monde

- p.7 ■ Israël-Palestine : l'armée israélienne tire et tue
 - Maroc : nouvelles manifestations contre le pouvoir
 - Arabie saoudite : femmes au volant emprisonnées
 - En région parisienne : la police contre les Kurdes
- p.8 ■ Portugal : une crise qui ne fait que s'approfondir
 - Croatie : le pape en croisé de la réaction
 - Canal de Sicile : la tragédie des migrants

Enseignement

- p.12 ■ Espagne : la mobilisation continue
 - Grèce : la colère monte contre les banquiers

Dans les entreprises

- p.9 ■ Rhodia Chimie - Saint-Fons (Rhône)
 - La Poste - Echirrolles (Isère)
 - Maternité Delafontaine - Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
 - Armatures savoyardes - Rumilly (Haute-Savoie)
- p.10 ■ Gefco - Poissy (Yvelines)
 - Madrange - Limoges
 - Centre médical Saint-Chamond (Loire)
- p.11 ■ Leguay Emballages - Fleury-Aubrais
 - Carrefour
 - Mairie de Tours

• Dix ans après le scandale de la vache folle Revoilà les farines animales

Le Conseil national de l'alimentation (CNA), à la demande du gouvernement français, vient de donner un avis favorable à la réintroduction progressive des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage. Cette annonce ressemble fort à une sonde lancée pour tester la réaction de l'opinion, avant un avis en septembre prochain.

En 2000, seule la réaction des consommateurs face au scandale dit de la vache folle avait conduit à l'interdiction de ces farines animales en Europe, alors qu'elles constituaient un marché très profitable pour les trusts de l'agroalimentaire.

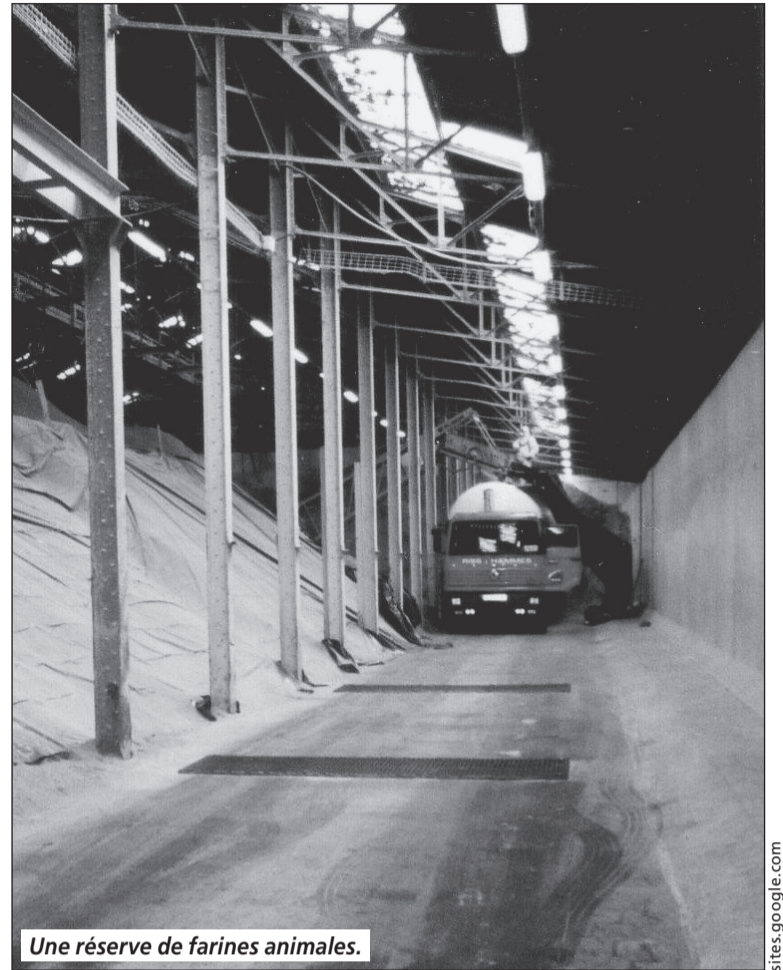
L'utilisation de ces farines animales s'était généralisée et avait remplacé l'alimentation traditionnelle (herbe, luzerne, colza, etc.) des vaches, des porcs et autres animaux d'élevage, dans le cadre d'une agriculture visant à une rentabilité de plus en plus élevée. Constituées à partir de carcasses de vaches et d'autres animaux, dans des conditions d'hygiène et de contrôle déplorables, ces farines avaient transmis aux animaux une maladie, l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), dite aussi maladie de la vache folle, décimant des cheptels

entiers. Puis la maladie est passée à l'homme, sous la forme d'une variante de la maladie de Creutzfeld-Jakob, faisant environ deux cents victimes.

Aujourd'hui, le CNA prétend que les conditions sanitaires ont changé et qu'on pourrait revenir sur l'interdiction. Les farines animales seraient, dans un premier temps, réservées à l'élevage des poissons, puis progressivement utilisées pour les animaux non ruminants comme les porcs et les volailles. L'interdiction ne serait finalement maintenue que pour les bovins. Le risque de transmission de maladies à l'homme serait alors négligeable, d'après le CNA.

On peut se montrer méfiant à l'égard d'autorités qui, à l'époque, n'avaient pas respecté les principes de précaution les plus élémentaires. La maladie était apparue dès 1986 au Royaume-Uni. Les farines, interdites en France pour les bovins en 1990, ne le furent pas pour les autres animaux, et les industriels de la filière bovine purent continuer à importer frauduleusement des farines animales, pendant dix ans, sans être sanctionnés.

Puis, quand les méfaits de ces pratiques furent publics, non seulement les trusts de l'agroalimentaire n'ont rien eu



Une réserve de farines animales.

sites.google.com

à payer, mais le gouvernement est venu à leur secours pour « rétablir la confiance » des consommateurs.

La réintroduction des farines animales aujourd'hui aurait donc pour unique raison de réduire le coût de l'alimentation des bêtes et de relancer une

industrie très lucrative. La sécurité alimentaire exigerait, elle, de soumettre les capitalistes de l'agroalimentaire au contrôle non seulement d'experts, mais aussi des consommateurs, et donc de la population.

Pierre MERLET

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière**

en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise du 6 juin



Avec Mélenchon, le PCF refait le coup de Mitterrand... en plus dérisoire

La conférence nationale du Parti communiste français vient de décider de soutenir, pour la présidentielle de 2012, la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Cette décision doit encore être soumise aux militants du parti pour être confirmée. Mais le choix de la direction est clair et net. Pour la première fois depuis

1974, le PCF ne présente pas un candidat issu de ses rangs.

En 1974, le PCF avait choisi de s'effacer derrière François Mitterrand, candidat unique de la gauche. À l'époque, c'était un parti puissant qui, aux élections, représentait plus de 20 % de l'électorat. Mais plus important encore que son influence électorale était le fait que c'était le parti qui avait le plus de militants dans le monde du travail, dans les entreprises, dans les quartiers populaires. Il avait aussi une influence prépondérante sur la principale confédération syndicale, la CGT.

C'est bien en raison de cette influence que le politicien bourgeois madré qu'était Mitterrand avait besoin du soutien du PCF. Il en avait besoin d'abord pour se faire élire et, plus encore, pour qu'une fois installé au pouvoir il puisse faire passer sa politique comme une politique favorable à la classe ouvrière.

Mitterrand dut patienter jusqu'à 1981 pour arriver à la présidence de la République. Après avoir suscité de l'espoir et surtout beaucoup d'illusions, l'Union de la gauche au pouvoir ne tarda pas à se révéler être un gouvernement menant la politique que la bourgeoisie souhaitait voir mener. Les gouvernements de gauche se succédèrent, d'abord avec des ministres communistes, puis sans eux, mais toujours avec leur soutien.

Non seulement l'Union de la gauche n'a pas changé la vie des travailleurs, mais elle ne les a en rien protégés contre l'avidité de la bourgeoisie. C'était une période de licenciements massifs, accompagnés de violence contre les travailleurs, de la sidérurgie à l'automobile. Les nationalisations avec rachat ont permis aux dynasties bourgeoises de se dégager des industries devenues moins rentables, en laissant à l'État le sale travail de licencié. Pendant qu'augmentait le nombre de chômeurs, les prétendus socialistes au gouvernement glorifiaient le profit et la Bourse.

Et les militants du PCF étaient conviés à justifier cette

politique, à désamorcer la contestation, désarmant ainsi les travailleurs.

Le PCF ne s'est jamais relevé de cette période. De parti puissant, il est devenu un auxiliaire intérimaire du PS lorsque celui-ci est revenu au gouvernement avec Jospin. Sa politique a découragé, démobilisé des milliers, des dizaines de milliers de militants, dans les entreprises comme dans les quartiers populaires. Sa candidate à la dernière présidentielle, Marie-George Buffet, a dû se contenter de 1,93 % des voix.

Voilà qu'aujourd'hui la direction du PCF recommence, sous forme de farce dérisoire, la même opération qu'en 1974, derrière l'ancien ministre du PS Mélenchon. Et Pierre Laurent, l'actuel secrétaire national du PCF, de déclarer dans son discours à la conférence nationale: «*Oui, dans notre pays, le changement est possible.*» Comme si ces lamentables combines électorales pouvaient amener le changement! Elles permettront peut-être au PCF de conserver quelques places de députés. Et qui sait, si le PS obtient la majorité aux élections de 2012 et si Mélenchon obtient un nombre de voix qui le rend intéressant aux yeux du PS, il sera ministre et le PCF aura peut-être un ou deux strapons-tins de secrétaire d'État? Mais qu'est-ce que cela changera pour les travailleurs? En quoi cela les préservera de l'offensive du grand patronat et de la bourgeoisie, redoublant d'intensité en cette période de crise économique?

En s'effaçant derrière Mélenchon, comme il s'était effacé il y a plus de trente ans derrière Mitterrand, le PCF fait seulement la démonstration que rien ne distingue sa politique de la politique de ces gens-là. Ce n'est pas vraiment nouveau. Bien avant qu'il ait fait le choix de s'aligner derrière le PS pour quelques postes ministériels, il ne représentait déjà plus les idées communistes, les idées de lutte de classe. Cela ne juge pas ces idées, cela juge le parti qui prétendait les incarner.

Il est pourtant indispensable que la classe ouvrière retrouve les idées de l'émancipation sociale et les fasse de nouveau siennes. Elles sont importantes pour se défendre efficacement contre le grand patronat. Elles sont indispensables pour permettre à la classe ouvrière de renouer avec sa tradition de combat pour le renversement du capitalisme, qui montre en cette période de crise toute son infamie et son absurdité.

Arlette LAGUILLER

• Bactéries tueuses

La science contrecarrée par l'organisation sociale

L'épidémie causée par la bactérie Escherichia Coli mobilise à Hambourg une armée de chercheurs, qui effectuent chaque jour près de 200 prélèvements pour déterminer l'origine de cette dangereuse infection qui a déjà provoqué 23 décès, dont 22 en Allemagne.

Cette bactérie qu'on trouve partout – il y en a dans les intestins des hommes comme dans ceux des bovins – connaît

comme d'autres des mutations. La souche rare responsable de l'épidémie libère des toxines qui provoquent des hémorragies dans les intestins et dans les reins. La maladie toucherait près de 1 600 personnes en Europe, principalement en Allemagne. Les antibiotiques connus se révèlent inefficaces et même nocifs, puisqu'en mourant la bactérie libère encore des toxines mortelles.

Les scientifiques ont su, en l'espace de quinze jours, limiter les effets de la maladie et

parviennent, quand elle est prise à temps, à enrayer sa progression. Mais pour vaincre cette épidémie, il serait nécessaire d'aller plus avant, et dans des délais les plus brefs possibles.

On ne peut que se réjouir de voir ainsi les meilleurs scientifiques mobilisés. Cela ne relève pas du miracle, mais des possibilités pour la science d'affronter, avec des chances raisonnables de succès, des situations imprévues.

Mais on ne peut s'empêcher

de comparer les capacités de mobilisation scientifique et technique d'un pays comme l'Allemagne, qui en quinze jours peut faire face à une bactérie mutante, au dénuement des pays pauvres, dépourvus de tout face à des maladies, elles, bien connues et que l'on sait parfaitement vaincre. Ainsi, en Haïti, le choléra avait provoqué la mort de plus de 2 500 personnes fin 2010. Cette maladie, qui se soigne par des antibiotiques connus, touche en moyenne 300 000 personnes

dans le monde chaque année et en tue 10 000, alors qu'on sait parfaitement la soigner! Et c'est vrai de bien d'autres maladies comme la tuberculose, que l'on sait aussi soigner mais qui tue encore environ deux millions de personnes par an!

Les journaux peuvent faire leurs gros titres sur les prouesses des spécialistes mobilisés contre la bactérie E. Coli mais, plus que les bactéries, c'est l'inégalité sociale qui est dévastatrice.

Aline URBAIN

L'art d'échapper au fisc

Le député UMP Marc Le Fur vient d'accéder à la notoriété en proposant d'intégrer les œuvres d'art dans le patrimoine soumis à l'impôt de solidarité sur la fortune. La levée de boucliers a été immédiate.

Depuis les mânes de Mitterrand, qui avait soigneusement pris soin d'exclure les œuvres d'art de l'assiette de l'impôt, jusqu'aux possibilités d'acquisition des musées nationaux, tout a été invoqué contre cette proposition. Mitterrand, le neveu, et actuel ministre de la Culture, a parlé de ces « gens plus modestes qui font circuler leurs tableaux, ne cherchent pas à les vendre et les prêtent pour les grandes expositions ». Fillon, Sarkozy, Copé ont dénoncé l'absurdité de la chose, son inutilité, son impossibilité, son côté inquisitoire, etc. Bref, se demander qui possède des œuvres d'art, pour quel montant et dans quel but, serait une atteinte insupportable à tout ce qu'il y a de plus sacré.

Quel empressement, quelle flamme, quelle unanimité et quelle servilité ! Car les plus grandes fortunes du pays, au premier rang desquelles Bernard Arnault et François Pinault, ont économisé des trésors en impôt, chaque année, depuis des lustres, grâce à leurs placements en œuvres d'art.

Plus même, ce qui n'était qu'une façon élégante et légale de frauder le fisc est devenu une industrie et un moyen d'arrondir leur pelote. Ils sont des piliers du marché international de l'art, créent les modes, achètent les créateurs qu'ils lancent, détiennent des maisons de courtage, des galeries et des musées privés, disposent de fait des services des musées nationaux et même de la diplomatie pour faire fructifier leurs réseaux. Le « marché de l'art », que les déclarations du député Le Fur feraient trembler sur ses bases, est pour une part l'art de faire marcher les affaires des Arnault et Pinault.

Voilà donc, avec cette proposition, bien plus qu'un impair politique : un crime contre la propriété, voire une faute de goût !

P. G.

• Loi fiscale

Cuisine parlementaire

Le projet de nouvelle loi fiscale arrive en discussion au Parlement en ce début juin. Le débat risque d'être long car le gouvernement et sa majorité cherchent la quadrature du cercle.

Il s'agit pour eux, un an avant l'élection présidentielle, d'effacer le souvenir du bouclier fiscal, sans toutefois reprendre, ni même écorner, ce cadeau fait aux plus riches lors de l'accession de Sarkozy à la présidence. Avec la crise, la politique d'économies sur les services publics, les attaques contre les travailleurs, la baisse du niveau de vie des classes populaires, ce bouclier était devenu tellement provoquant que même la clientèle de l'UMP s'en était émue. Jusqu'à contraindre Sarkozy à revenir en arrière.

La décision politique de la suppression du bouclier étant acquise, il faut maintenant passer à l'application, c'est-à-dire gommer le mot, la loi, sans supprimer la chose, qui consiste en 2,7 milliards d'euros de déductions fiscales, la plus grande partie revenant aux quelques centaines de familles les plus riches. Et c'est là que le bât blesse. Depuis plusieurs mois, chaque coterie de l'UMP propose sa petite tambouille, en jonglant sur les taux, les tranches, les niches et autres subtilités fiscales, pour faire récupérer par la baisse de l'impôt de solidarité sur la fortune ce



que la suppression du bouclier ferait perdre aux milliardaires.

Toutes le font, disent-elles, au nom de l'intérêt général et chacune se bat en fait pour flatter ou servir sa clientèle particulière. Ou plutôt ses commanditaires, car on peut être certain que les quelques centaines de contribuables concernés au premier chef ont leurs relais et savent faire valoir leurs préférences en matière de loi fiscale. Les grands possédants

ont leurs députés et leurs ministres comme ils ont leurs conseillers fiscaux. Et ce sont parfois les mêmes, comme l'affaire Woerth-Bettencourt l'avait amplement démontré.

Les autres députés UMP, en particulier ceux qui se permettent ces jours-ci quelques discours timides en faveur d'une plus grande justice fiscale, ne sont que le chœur, si ce n'est le décor de ce théâtre. Et le premier froncement de

sourcils de Copé, de Fillon ou de Sarkozy les ramènera vite à la raison.

En discutant, des mois durant, de la meilleure façon de servir les riches, comme en prenant en trois minutes les mesures aux conséquences les plus graves pour les travailleurs, ces députés font ce qu'ils appellent leur « travail parlementaire »... au service de la classe des possédants.

Paul GALOIS

• Éric Ciotti et les prisons

Chasse aux voix sur l'air de la sécurité

« Cinquante propositions pour une meilleure efficacité de l'exécution des peines », tel est le titre du rapport remis à Sarkozy par Éric Ciotti, prétendument pour « redonner du sens » à la sanction pénale mais, assurément, pour tenter de récupérer des voix sur un terrain bien crasseux.

Éric Ciotti n'est pas novice en la matière. Député UMP et président du Conseil général des Alpes-Maritimes, il est celui qui a réussi à équiper, à trois près, la totalité des collèges de son département en caméras de vidéosurveillance. Nommé *Monsieur sécurité* de l'UMP quelques semaines avant les dernières élections européennes, il fut aussi rapporteur de la loi sur « les violences en bande », puis de celle pour « la performance de la sécurité

intérieure ». Et son plus grand fait d'armes est sans doute d'avoir proposé en août 2010 de punir de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende le père ou la mère d'un enfant mineur poursuivi ou condamné pour une infraction et qui le laisserait à nouveau « violer les interdictions et les obligations auxquelles il est soumis ».

Aujourd'hui, parmi les cinquante propositions qu'il commet, Ciotti demande la suppression des réductions automatiques de peine (trois mois d'incarcération en moins la première année et deux mois par année suivante) qui permettent aux prisonniers qui se comportent correctement de voir leur emprisonnement réduit. Il propose de revenir sur le système des aménagements de peine pour les personnes condamnées à moins de deux

ans de prison, et de le limiter à celles qui sont condamnées à moins d'un an. Il plaide pour l'instauration d'une « durée intangible » de la période de condamnation, pour un retour des travaux d'intérêt général et aussi, pour les mineurs récidivistes, à un service civique sous contrôle militaire, en quelque sorte un remplacement des éducateurs par les caporaux.

Tout le rapport est un réquisitoire visant à remplir les prisons. Mais comme les prisons débordent déjà, avec 64 584 prisonniers pour 56 150 places, il en appelle à la création de nouvelles structures de détention, en reconvertissant les anciennes casernes militaires désormais inutilisées, voire en louant des immeubles privés et même, propose le rapport, en construisant des « structures modulaires légères », pour parvenir à 80 000 places en 2018.

Et le rapporteur de se lamenter, graphique à l'appui, de ce que la France est, tout juste après l'Allemagne, le pays européen où le taux de détention pour 100 000 habitants est le plus faible, loin derrière la Pologne, l'Espagne, le Royaume-Uni... Et que tout cela serait « en raison d'une insuffisance de notre capacité carcérale ».

Le rapport est évidemment totalement vide de toute considération sur les conditions exécrables de vie dans les prisons, la promiscuité, la terreur qui y règne parfois, le mépris de la dignité des prisonniers qui y sévit toujours et l'absence de possibilité réelle de formation pour la réinsertion. Un seul objectif y préside : la volonté de caresser dans le sens du poil les adeptes du tout-sécuritaire attirés par les sirènes de la droite extrême.

Sophie GARGAN

• UMP-FN

Compétition xénophobe

Dans leurs surenchères électorales axées sur l'immigration et la sécurité, chaque semaine le FN et l'UMP rivalisent de déclarations réactionnaires sur le dos des étrangers. Un nouveau thème est lancé: la remise en cause de la double nationalité. Apparemment, il n'y a pas pour eux désormais de problème plus urgent!

Le 30 mai, Marine Le Pen a adressé à tous les députés une lettre pour leur demander

de légiférer afin qu'une loi contraigne les binationaux français à choisir une seule nationalité. En effet, d'après elle, la double nationalité porte atteinte à la cohésion nationale, et elle évoque même le fait qu'en cas d'intervention militaire de la France sur le territoire algérien, la présence de quatre millions de binationaux franco-algériens représenterait un risque potentiel pour la France!

Les étrangers du Maghreb, voilà le danger intérieur, vitupère Marine Le Pen. Car bien sûr ce ne sont pas les

binationaux franco-suisses ou franco-américains que son discours raciste vise. Aussitôt des députés de l'UMP, de la droite dite républicaine, ont pris sa suite. 44 d'entre eux, regroupés dans le collectif La Droite populaire, ont protesté contre Le Pen, l'accusant... de voler leur programme. En effet ces députés rappellent qu'ils ont déjà déposé plusieurs amendements législatifs pour tenter d'interdire la double nationalité en France!

Dans la foulée Claude Goasguen, député-maire UMP du

XVI^e arrondissement de Paris, a confessé au journal *La Croix* « qu'il n'était pas, comme certains extrémistes, pour supprimer la bi-nationalité, mais pour la limiter. En commençant par enregistrer les situations lors des mariages, décès et naturalisations. On demanderait aux gens de choisir. Et qu'on aille vers une limitation de leurs droits politiques. »

Depuis, les responsables de l'UMP Jean-François Copé et Henri Guaino, conseillers de Sarkozy, ont en urgence décidé de mettre ce sujet à l'ordre

du jour de leur convention sur l'immigration et l'intégration programmée pour juillet. Un seul objectif pour eux: être aussi xénophobe que l'extrême droite, pour lui disputer son électorat et occuper autant qu'elle le terrain sur ce type de sujet, qui permet surtout de ne pas parler d'autre chose.

Comme on le voit, si certains députés UMP sont contre la double nationalité, ils seraient aussi pour la double appartenance, à l'UMP et au FN.

Louis BASTILLE

• Europe écologie-les Verts

À la pêche aux électeurs tous azimuts

Le 4 juin, le congrès d'Europe Écologie-Les Verts (ÉÉLV) a confirmé Cécile Duflot comme secrétaire générale. Cependant, elle s'est fait quelque peu ravir la vedette par une petite phrase de Nicolas Hulot, qui postule à la candidature pour la présidentielle de 2012 au nom de ÉÉLV, en concurrence essentiellement avec Éva Joly.

Lors d'un dîner avec des journalistes, Hulot a en effet raconté avoir envisagé de faire

tandem avec Jean-Louis Borloo et dit qu'à regret, il avait dû abandonner cette piste, du moins pour le moment: « À ce stade-là, il est moins envisageable d'être avec lui que de faire un partenariat avec les socialistes. Mais on est à dix-onze mois de la présidentielle... », a-t-il déclaré.

Éva Joly s'est empressée de faire la leçon à Hulot: « Dans une campagne, il faut savoir distinguer ses alliés et ses adversaires », parmi lesquels Borloo, « meilleur élève de Nicolas Sarkozy », qui a « soutenu le bouclier fiscal et signé les décrets d'autorisation

d'exploration des gaz et pétroles de schiste ». Elle a ajouté sans rire: « Moi, je sais que je ne peux faire alliance qu'avec la gauche », feignant d'oublier qu'en juin 2008 elle avait été l'invitée vedette d'une « convention sur l'Europe » du Modem de Bayrou, dont elle envisageait de porter les couleurs aux élections européennes de 2009. Il est vrai que, trois mois plus tard, elle était passée de l'orange au vert, se voyant décerner un label d'écologiste par Cohn-Bendit. Au milieu de ce petit jeu très politicien, Duflot a réaffirmé son souci d'assurer des postes

à Europe Écologie-Les Verts aux législatives en faisant tandem avec le Parti socialiste.

Si Hulot, ancien proche de Chirac, conforte une image de neutralité, ou d'ouverture à toutes les éventualités, ce n'est pas pour déplaire à Duflot qui, elle aussi, veut ratisser large. « Notre porte est ouverte, (...) nous voulons élargir notre maison commune », a-t-elle déclaré aux congressistes. Son objectif est de faire de la présidentielle « une nouvelle étape de l'écologie politique »

Ce qu'il faut entendre par là, c'est qu'il faut en faire une machine à recycler la popularité

de Hulot, ancien animateur de télévision, ou celle de Joly, ancienne magistrate anticorruption, pour la transformer en suffrages électoraux et en postes de députés et de sénateurs. Quel rapport avec les préoccupations écologiques qui, nous expliquent les têtes politiques de ce mouvement, hantent leurs jours et leurs nuits? Cela n'a rien d'évident.

Derrière les discours, on découvre sans peine les mêmes ambitions de carrière que celles qui motivent les politiciens, jeunes et moins jeunes, des autres formations.

Jean SANDAY

• PCF

Le ralliement à Mélenchon Un marché de dupes

Lors de sa conférence nationale du 5 juin, la direction du PCF a décidé par 63,6 % des voix le soutien à la candidature de Mélenchon. Cette décision devra être confirmée par les militants, qui auront à choisir les 16, 17, 18 juin entre le dirigeant du Parti de gauche, ex-ministre du PS, le député du PCF André Chassaing et Emmanuel Dang Tran, un militant du PCF qui refuse, déclare-t-il, l'alliance avec le Parti de gauche.

Cette consultation a pour fonction de sauver les apparences, en donnant l'illusion que le PCF ne s'est pas éclipsé sans résistance. La direction du parti a tenu cependant à bétonner son choix, en inscrivant le résultat déjà adopté par la conférence communiste de ce 5 juin sur les bulletins de vote destinés à l'expression des militants. Si ce n'est pas

une consigne de vote, cela y ressemble. Et le secrétaire du PCF Pierre Laurent en a rajouté une couche, en appelant les communistes à voter pour Mélenchon, non sans irriter un certain nombre de militants hostiles à ce ralliement qui fait s'effacer leur parti.

La direction du PCF essaie de justifier son choix en expliquant que ce marché est « gagnant-gagnant », pour reprendre une formule en vogue. Certes, les dirigeants du PCF font la part belle à Mélenchon, mais en échange, disent-ils, le Parti de gauche laisse 382 circonscriptions des élections législatives au PCF, 72 restant au Parti de gauche. Les notables du Parti communiste peuvent avoir le sentiment de sauver ainsi les meubles, avec l'espoir de disposer d'un nombre suffisant d'élus pour avoir un

groupe parlementaire à l'Assemblée nationale.

À regarder vite les termes de ce marché, il semble équilibré. Sauf que, même arithmétiquement, le compte n'y est pas. Le Parti de gauche laisse au PCF des sièges qui ne sont pas à lui et qu'il n'a aucune chance de gagner dans les élections. Il n'abandonne donc rien.

De toute façon cette question ne se pose pas en termes comptables, mais surtout en termes militants, en termes politiques. Mélenchon échange sa popularité, ou plutôt sa faconde et sa jactance, c'est-à-dire du vent, contre le crédit que les militants du PCF ont acquis par leur présence, leur activité, des années durant, dans leurs entreprises, dans les quartiers. Estimé à cette aune, le marché n'a rien d'un donnant-donnant.

Les dirigeants du PCF ont



Jean-Claude Mélenchon (Parti de gauche) et Pierre Laurent (PCF), son pourvoyeur de militants.

depuis des années proposé comme objectif essentiel à l'activité des militants des objectifs électoraux. Sur ce terrain, il n'y a pas d'issue satisfaisante, sauf à en passer par un bateleur d'estrade.

Ce n'est pas par cette voie que l'on peut revitaliser les idées communistes. Et ce serait pourtant plus que jamais nécessaire.

Aline URBAIN

Nathalie Arthaud dans les médias



- **Jeudi 9 juin** à 8 h 20 sur RFI
- **Samedi 11 juin** - à 8 h 20 sur RTL - à 11 h 30 sur FR3, une des invités de *La voix est libre*
- **Lundi 13 juin** à 7 h 50 sur France 2, invitée des *Quatre vérités*

Pendant la fête, divers duplex, interviews et reportages sont envisagés sur FR3, FR3 Ile-de-France, France Info, RTL, I-télé, LCI, Europe 1, etc. dont les horaires ne sont pas fixés.

• Déménagement du ministère de la Défense

Bunker écologique et profits garantis

Les services centraux du ministère de la Défense et les états-majors des trois armes seront regroupés dans les mêmes locaux, dès que ceux-ci seront achevés, en 2014. En présentant le 30 mai la maquette de ce nouveau bâtiment, situé au sud de Paris et occupant une parcelle de seize hectares, le ministre concerné, Gérard Longuet, a affirmé qu'il représentait la « noblesse de cette autorité » (militaire) et la « quintessence de ce que l'on peut faire d'intelligent entre personnes qui ont une même ambition ».

Ce nouveau bâtiment, présenté comme le futur Pentagone français, représentera surtout une rente de 130 millions d'euros par an, pendant vingt-sept ans, pour le consortium dirigé par Bouygues, constructeur, propriétaire et gérant des lieux pendant toute cette période. Ce pactole sera partagé par Thalès, chargé de l'informatique et des systèmes de sécurité, Sodexo qui assurera

l'intendance et quelques autres de moindre calibre. L'armée nationale sait toujours monter en première ligne (de crédit) pour subventionner les grands groupes capitalistes.

Le ministre et la maison Bouygues sont fiers d'annoncer que l'architecture de l'ensemble correspondra aux normes écologiques et économiques en vigueur. Ainsi le bâtiment sera très économe en énergie, assurant paraît-il ses propres besoins à 80 % sans apport extérieur. Il sera rempli de jardins, de panneaux solaires, de récupérateurs d'eau de pluie et tutti quanti. Toutes choses belles et bonnes, mais qui auront tout de même du mal à faire passer les militaires pour des amis de la nature et de l'environnement.

La véritable économie, ce serait d'abord de se passer des militaires, des politiciens et des marchands de canons et autres capitalistes avec lesquels ils vivent en étroite symbiose.

Paul GALOIS

La maquette du futur ministère de la Défense.



• RSA À nouveau, l'UMP montre du doigt les chômeurs

Il y a deux mois, Laurent Wauquiez avait montré du doigt ceux qu'il appelle les « assistés » et dénoncé « l'assistanat », « un cancer pour la société » selon lui. Il avait proposé d'obliger les bénéficiaires du RSA à faire cinq heures par semaine de « service social » et de « plafonner le cumul des minima sociaux ». Pour ce rejeton d'une famille bourgeoise, un des jeunes loups du gouvernement Sarkozy-Fillon, les chômeurs sont des fainéants qu'il faut faire travailler !

On apprend maintenant que l'UMP va proposer de demander à des bénéficiaires du RSA de travailler « entre cinq à dix heures par semaine à des projets environnementaux et civiques », dont Jean-François Copé, le secrétaire de l'UMP, a précisé qu'ils pourraient être « l'accompagnement de sorties d'école ou de personnes âgées ». Ce travail pompeusement appelé « contrat d'utilité sociale » ne serait proposé qu'au tiers environ des bénéficiaires du RSA et serait rémunéré, alors que Wauquiez avait parlé d'un travail obligatoire sans parler de rémunération. En cas de refus, « le

RSA pourra être diminué de manière dégressive » a précisé Daubresse, secrétaire général adjoint de l'UMP, qui ajoute que « Laurent Wauquiez a posé des bonnes questions... »

Il y a deux mois, Fillon avait fait mine de remettre Wauquiez en place et Sarkozy lui aurait conseillé de se contenter de parler de ses affaires, en l'occurrence les Affaires européennes dont il a la charge au sein du gouvernement. On n'a pas eu longtemps à attendre pour voir ce qu'il fallait penser de leurs protestations.

En fait, ils sont tous d'accord sur l'essentiel. Ils mènent une politique de classe, qui permet à la minorité la plus riche de se sortir très bien de la crise, alors qu'une grande partie de la population s'enfoncé dans la pauvreté, victime des conséquences d'un chômage de plus en plus catastrophique. Tous d'accord pour s'en prendre à ceux qu'ils appellent des « assistés », ils n'hésitent devant aucun cadeau à ceux qui sont leurs seuls vrais assistés, à savoir les banquiers et les gros actionnaires.

Cédric DUVAL

• Lyon Des hausses de loyer inadmissibles Le tribunal donne raison aux locataires

En 2009, sur 913 habitants concernés par des hausses énormes de loyer (30 à 140 %) demandées par la SACVL, 96 avaient refusé, soutenus par la Confédération syndicale des familles, d'autres n'ayant pas osé, par crainte d'être expulsés. En tant que propriétaire, la SACVL (Société anonyme de construction de la ville de Lyon, qui possède 8 500 logements) voulait imposer ces hausses, sous prétexte d'aligner les loyers avec ceux des logements privés du quartier, alors que beaucoup de locataires sont âgés, avec de petites retraites, et que certains, depuis plusieurs dizaines d'années qu'ils occupent ces logements, n'ont jamais vu de rénovation.

La SACVL a assigné les 96 locataires au tribunal et elle a gagné lors des premiers jugements rendus contre dix locataires, en 2010. Mais les derniers jugements rendus ont été, eux, favorables aux locataires. Le 23 avril, le tribunal d'instance de Villeurbanne a donné raison

à deux locataires de Vénissieux, dont une octogénaire occupant son logement depuis plus de quarante ans, qui voyait passer son loyer de 329 à 567 euros. Les deux locataires verront leurs baux de six ans reconduits aux mêmes conditions et la SACVL est condamnée à leur verser 600 euros à chacun. Et le 30 mai, c'est le tribunal d'instance de Lyon qui a débouté la SACVL vis-à-vis de 17 familles de Lyon et qui l'a condamnée à leur verser 250 euros à chacune de dommages et intérêts pour procédure abusive. Elles verront donc, elles aussi, leur bail renouvelé à l'identique.

La SACVL fera peut-être appel. Mais c'est déjà une première victoire contre tous ceux, y compris le bailleur social d'une municipalité socialiste, qui veulent profiter de cette période de hausses immodérées des loyers pour faire payer les plus modestes.

Correspondant LO

• 11, 12, 13 juin Pour venir à la Fête Lutte Ouvrière de Presles

Depuis la région parisienne

Le plus facile est de prendre les cars gratuits qui partent du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13. La commune de Presles est petite, et le stationnement des voitures y est très difficile.

La Fête est également accessible par le train, depuis la gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoult-Maffliers. Descendre à la gare de Presles.

En voiture, la circulation est très difficile sur la N1. On peut rejoindre la fête en prenant l'A86 Nord, puis l'A15 et l'A115, enfin la voie rapide N184, direction Beauvais. Sortir à Presles.

Depuis la province

Des départs collectifs, en car ou en train, sont organisés à partir de nombreuses villes de toutes les régions. Se renseigner auprès de nos camarades locaux.

SAMEDI 11 JUIN

- * **Angers** 6 h 45, parking du Centre commercial Espace Anjou
- * **Besançon** 6 h 30, place Battant
- * **Bourges** 6 h, parking de la Socetra (88, route d'Orléans à Saint-Doulchard)
- * **Châteauroux** 6 h 30, parking de l'Escale
- * **Châtelleraut** 7 h 30 (réservation : 06 16 97 40 80)
- * **Cholet** 6 h place de la Salle des Fêtes
- * **Clermont-Ferrand** 6 h 30, place de la Rodade
- * **Dijon** 7 h 30, place du 1^{er} Mai
- * **Dunkerque** 6 h 30, stade Tribut
- * **La Rochelle** 5 h 30 (réservation : 06 79 70 82 03)
- * **Lille** 7 h 30, M^o porte-d'Arras
- * **Limoges** 5 h, haut du parking du Champ-de-Juillet
- * **Lyon** 5 h 30, angle rue Laënnec et bd Ambroise-Paré - 8^e
- * **Metz** 8 h, place du Roi-George
- * **Niort** 6 h 30 (réservation : 06 61 81 36 28)
- * **Orléans** 7 h 30, péage Orléans Centre-La Chapelle-Saint-Mesmin (parking voitures Espace client)
- * **Poitiers** 7 h 15 (réservation : 06 77 53 01 64)
- * **Saint-Brieuc** (réservation : 02 96 94 70 43)
- * **Strasbourg** 6 h, quai Koenig (près de la place de la Bourse)
- * **Tours** 7 h 15, Gare routière
- * **Vierzon** 6 h 30, parking du stade Robert-Barran

DIMANCHE 12 JUIN

- * **Dunkerque** 6 h, parking stade Tribut
- * **Lille** 7 h, M^o Porte-d'Arras

Bienvenue à la Fête de Lutte Ouvrière



Dimanche et lundi à 15 heures

Allocution
de **Nathalie Arthaud**
sur le Grand Podium



La Fête de Lutte Ouvrière est bien sûr un important rassemblement politique pour tous ceux qui sont proches de nos idées et des idées révolutionnaires en général.

La Fête, c'est aussi une fraternité et une camaraderie qui font que des dizaines de milliers de femmes et d'hommes, de tout âge et de toute origine, sont heureux de s'y retrouver. Souvent sans se connaître, ils peuvent se parler, échanger des idées ou raconter leurs expériences.

En même temps qu'un bon moment à passer ensemble,

la Fête est aussi une occasion de mieux s'informer sur la situation des travailleurs ici et dans le reste du monde, de réfléchir à quoi faire pour changer cette société. Tous ceux qui veulent mieux connaître Lutte Ouvrière, ses activités, ses propositions, ses analyses, ses interventions, son programme auront l'occasion d'en discuter. Et tous les participants pourront s'amuser, se restaurer, assister à des spectacles variés et s'instruire.

Alors bienvenue à tous pour les trois jours de Fête !

Au Grand Podium

Samedi 11 juin

- 14 h 00 : **LA CANAILLE**, « Par temps de rage » hip-hop rock
- 16 h 45 : **MEMO**, chanson engageante
- 20 h 30 : **KARPATT**, chanson festive



Dimanche 12 juin

- 14 h 10 : **CHLOÉ LACAN**, chanson française
- 15 h 45 : **VOLO**, nouvelle chanson française
- 18 h 15 : **MILTEAU SOUL CONVERSATION**, sextet blues soul music Jean-Jacques MILTEAU - Michael ROBINSON - Ron SMYTH - Manu GALVIN - Gilles MICHEL - Éric LAFONT
- 21 h 00 : **DOBET GNAHORÉ**, musique africaine métissée

Lundi 13 juin

- 13 h 30 : **LA COMPAGNIE JOLIE MÔME** : PAROLES DE MUTINS, nouveau spectacle de chansons
- 16 h 30 : **LA FANFARE EN PÉTARD**, hip-hop, ragga,



Au Théâtre de Verdure

- 14 h 30 : **GROUPE PERVIN**, Chansons populaires turques et kurdes
- 16 h 30 : **THE VERY HOT BROTHERS**, Rhythm'n'blues Soul music
- 18 h 30 : **LE QUARTET «LOVECRY» SE SOUVIENT D'ALBERT AYLER**, Jazz avec Jef SICARD (saxophones), François RICARD (batterie), Étienne LEMAUF (contrebasse) et Rasul SIDDIK (trompette)
- 21 h 30 : **LES NOKTAMBULES**, Rock

- 13 h 00 : **LA RABIA**, Chant de lutte, rock de classe
- 16 h 00 : « **En sortant de l'école...** » Conférence gesticulée sur le métier de professeur des écoles par la comédienne **PAULINE CHRISTOPHE**
- 18 h 00 : **LA FANFARE EN PÉTARD**, Ragga - Hip-Hop - Jazz - Dub - Électro
- 20 h 00 : **LA MORDUE**, Chansons de femmes
- 21 h 45 : **MOONLIGHT SWAMPERS**, reprises country et rock

- 12 h 00 : **LES BAS DE JEANNE**, World musette
- 14 h 00 : **LISE DELLAC**, Chanteuse folk - reprises des années 60
- 16 h 30 : **GUZZLE BAND**, Groove Swing Jazz
- 18 h 30 : **BLUES NON STOP**, Blues



À la Guinguette

De la musique, du chant, de la danse avec :

- 13 h 30 Le Cirque Uhler
- 15 h 00 Laureline (chansons françaises)
- 16 h 00 Dix-Huit Avril (chansons françaises)
- 17 h 00 Stuff Session (trio rock)
- 18 h 00 Pignose (rock, blues, bluesgra)
- 20 h 00 Jean-Claude Gombault (bal musette)

- 9 h 30 Musique classique (Bach, Corelli, Mozart)
- 11 h 00 Les Snobs (chansons Boris Vian)
- 13 h 00 Blagapar (chansons françaises)
- 14 h 00 Jack Little Time (world music)
- 16 h 00 Redeff (rock)
- 17 h 00 BSH (trio rock)
- 18 h 30 Le Cirque Uhler
- 20 h 00 Jean-Claude Gombault (bal musette)

- 9 h 30 Musique classique (Bach, Corelli, Mozart)
- 11 h 00 Flying Goose Band (standards de jazz)
- 12 h 00 Ça Dénote (chansons populaires)
- 13 h 30 Cri du peuple (chansons françaises)
- 16 h 00 Turbulences (rock)
- 17 h 00 Rouge Java (chansons réalistes)
- 18 h 00 Jean-Claude Gombault (bal musette)

Forums de Lutte Ouvrière

Au Chapiteau Karl Marx

avec des militants travaillant dans ces secteurs

- Samedi à 18 h
Les services publics laissés à l'abandon : l'exemple de la santé
- Dimanche à 18 h
Sortir du nucléaire ? Avant tout, sortir du capitalisme

avec nos camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes

- Lundi à 11 heures
Côte d'Ivoire : Sanglantes rivalités pour le pouvoir, une catastrophe pour les classes exploitées

À la Cité politique : de nombreux autres débats (liste complète sur place)

Débat LO-NPA

- Dimanche 16 h à la Cité politique
Avant et pendant la campagne présidentielle, les politiques respectives du NPA et de LO dans cette période de crise

Demandez les programmes

Outre ce programme principal, plusieurs dépliants sont à votre disposition, détaillant les lieux et horaires des multiples animations et spectacles. Ils sont disponibles dans tous les stands Lutte Ouvrière-Renseignements, en voici la liste :

- Les cinémas
- Les débats de la Fête
- La Cité des Sciences
- Les animations de la Cité
- Les animations dans les allées Médiévale

Horaires

La Fête ouvrira le samedi 30 mai à 11 heures jusqu'à 23 heures puis, sans arrêt, du dimanche matin 9 heures jusqu'au lundi soir 20 heures. Durant ces tranches horaires, le retour en autocar vers le métro est assuré toutes les vingt minutes environ durant la journée, toutes les heures durant la nuit du bal.

Dans les allées de la Fête : spectacle en permanence !

Duo de musique classique (violon-piano) • **Pervin** (musique folklorique turque) • **Les Snobs** chantent Boris Vian • **Cirque Uhler** dans ses numéros hilarants • **Chorale Églantine** (chants de lutte) • **Blues non stop** • **Moonlight Swampers** (country-rock) • **Bonnets M** (disco et variétés) • **Gumbo Combo** (rockabilly) • **Rouge Java** (chanson réaliste) • **Katchke Goose** (klezmer) • **Flying Goose Band** (standards du jazz) • **That's All Folks** (chansons américaines) • **Chorale Ça dénote** (chansons françaises)

Tous les stands de la Fête

Allée de la Diane

- Les ballons de la Fête
- Bowling
- Mini-golf
- Accueil Nord
- La Halle aux jeux de la Diane
- Les mots fléchés (PTT Paris 17^{ème})
- La mare aux canards
- Serpent à lumière
- Arbalètes
- Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
- Chorba - thé - gâteaux (PCA Aulnay-Saint-Ouen)
- Disques
- Le manège enfantin
- Marionnettes
- Halle aux jeux du cèdre
- Aux moules frites
- Podium de la Diane
- À vos pincesaux
- Quiches et tartes LORraines (Metz - Renault Sovab)

Place du Grand Podium

- Accueil Est
- Accueil Bourgogne
- La cave à fromages
- La fondue jurassienne
- Les mollets d'acier
- Barbe à papa
- Jus de fruits, milk-shakes
- L'escargot
- Crêpes canadiennes (Compiègne)
- Bonbons (Angers)
- Harengs de la Baltique - saumon fumé (Angers)
- Flammekueche (General Motors Strasbourg)
- Fraternité à la menthe

Esplanade du Château

- Maffé
- UATCI (Afrique - UCI)
- Sculpture
- Simif Mücadelesi (Turquie - UCI)
- Café turc
- Breakfast, coffee, cakes
- Lutte Ouvrière Hôpitaux
- Brin de fantaisie (Hôpitaux)
- Soupe aux choux
- L'Internationale (Italie - UCI)
- OTR (Haïti - UCI)
- Marmite haïtienne
- Combat Ouvrier (Antilles - UCI)
- Menus d'Isles

Place Karl Marx

- Gaufres de Liège et bières belges fruitées (Alsace Lorraine)
- Dédicaces

Camping or not camping

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la Fête, et le camping sauvage est interdit. Nous avons prévu un emplacement à l'intérieur de la Fête mais attention : nous ne pouvons offrir qu'un nombre de places très limité, et des conditions de confort très précaires. Dans la mesure du possible, nous souhaitons réserver ces places à ceux qui viennent de loin.

- Mosaïques
- Accueil Chartres, Le Mans
- Lutte Ouvrière Renault
- Sardines grillées
- Pizza, aioli
- Accueil Sud-Est
- La Dolina (Solystic - La Poste Paris 11^{ème})
- Tarte normande (CHU Rouen)

Place de la Guinguette

- Seiche and'ouillettes (Sneema-Gennevilliers)
- Pars avec la caisse
- Indoustand (RATP)
- Île de la Réunion
- Château gonflable
- Guinguette
- Mur d'escalade
- Échec et Marx
- Café de la Guinguette (CAF)

Allée de la Libération des femmes

- Accueil Centre (Limoges, Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers)
- Fléchettes
- Jambon du Morvan
- Brico'LO (Orléans)
- Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)

Place du 7^{ème} art

- Crêperie bretonne (Thomson Rennes)
- Huitre ouvrière (CHU Rennes)

Abonnement spécial-fête
À la Fête, vous pouvez souscrire un abonnement promotionnel à notre hebdomadaire Lutte Ouvrière et à notre mensuel Lutte de Classe : 20 euros pour six mois (dans les stands Lutte Ouvrière)

Sortie provisoire
Lorsque vous entrez dans la Fête, le coupon du jour est ramassé. Pour une sortie provisoire, demandez le tampon qui permet de revenir sur la Fête. Et puis, cela fait plus de vingt ans que les habitants de Presles acceptent d'accueillir notre Fête. Aidez-nous à la faire apprécier en respectant les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner.

L'Arboretum
Au sein du parc, se trouve un bel Arboretum, avec plus de cent espèces différentes d'arbres. Un sentier botanique a été aménagé, permettant plusieurs promenades commentées, chacune d'environ 50 minutes.
- L'arbre, quel être étonnant ! Ils vivent de soleil, d'eau fraîche, connaissent le sexe...
- L'arbre, quelle histoire !
- Les différentes façons de reconnaître un arbre avec les cinq sens
- Un parcours de poésie-botanique

Pour les enfants, tout est prévu
Les bébés au-dessus de trois mois peuvent être accueillis à la garderie, où ils seront confiés à des camarades attentifs. Une installation à langer, en libre-service, est à la disposition des parents.
Les plus grands peuvent aller s'amuser à la Cité des Jeunes autour de nombreuses activités : maquillage, jeux, dessins animés, etc. Ils n'en voudront plus sortir !
Partout dans la Fête, les enfants trouveront jeux gratuits et animations.
Il existe une « carte orange », gratuite, qui récapitule tous les jeux gratuits et permet de ne s'en rater aucun, demandez-la dans les stands Renseignements de la fête.
Dimanche à 16 h : lâcher de ballons au point de Rendez-vous, près de la direction

Une nouvelle brochure de Lutte Ouvrière
Il y a trente ans, l'accession au pouvoir de Mitterrand : les prises de positions de Lutte Ouvrière (extraits de meetings et de la revue Lutte de Classe) - Prix : 2 euros.

Un petit train
permet de faire le tour de la Fête. Il dessert quatre stations : Château, Diane, Sciences et Sports.

ENTRÉE DE LA FÊTE
Guichets
Vente de cartes

Les bons d'achat LO
Pendant les trois jours, euros et bons d'achat LO peuvent être indifféremment utilisés dans l'enceinte de la Fête. Si vous avez acquis des bons d'achats à l'avance, vous bénéficiez d'une réduction de 20 % sur tous vos achats. Il n'y a pas de distributeur de billets de banque dans la fête.

Pas de vente de tabac
Il n'y aura plus de vente de tabac à la fête, l'administration n'acceptant plus les débits de tabac temporaires. Fumeurs, prenez vos précautions!

Les librairies
• Celle du château offre plus de 1 500 titres différents : livres de poche, documents, témoignages, histoire du mouvement ouvrier, romans.
• La Cité du Roman présente une sélection de romans, récents ou classiques, par thème ou par pays.
• Les librairies de la Cité des sciences et de la Cité politique, et celle des livres d'occasion.
• Sans oublier celles des stands de nos camarades des Antilles, d'Afrique, d'Haïti et d'ailleurs...

Au Village médiéval
Des animations toute la journée : démonstrations d'écriture, manement d'armes d'hast (armes longues), mise en armure d'un chevalier, danses médiévales au son de la cornemuse, du tambour et de la citole. Et le jugement dernier d'un croisé tué en 1099 lors de la première croisade ainsi que la Naissance du Vilain de Dario Fo, racontée par BABETH.
Et puis des artisans du Moyen-âge : maîtres verriers, potier, forgerons, vannier, calligraphe, enlumineurs. Et Dame Cornélie qui fabrique du pain en racontant des histoires.
Le soir, en nocturne, le spectacle des voleurs de feu conclura la journée.

Venez le mettre en échec!
Jean-Philippe Karr, Maître international, jouera en simultané contre 24 joueurs, dimanche à 16h.
Inscription au stand Echec et Marx

Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête

Parcours dans les arbres
Tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur, avec échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets...
Parcours sous la surveillance de moniteurs diplômés.
Conditions: 13 ans minimum, 1,50 m bras levés, autorisation parentale obligatoire.
Prix : 4 euros par personne.

Parcours dans les arbres
113 Voz Obrera (Espagne - UCI)
114 Tapas y sangria (Carnaud Laon)
115 Churros (Air France Le Bourget et ADP Orly)
116 Tortilla y sepia tapas (AXA)
117 Paella valenciana

Place Octobre 17
118 Billard (La Poste Paris)
119 Bowling (La Poste Paris 14)
140 Espresso café (Aventis)
141 Crêperie (Sanofi Aventis Vitry-sur-Seine)
142 Glaces et profiteroles
143 Petit atelier
144 Accueil Clermont-Ferrand
145 Fromages d'Auvergne
146 Spécialités lyonnaises
147 Y'a les boules (Ardenne)
148 Artisanat des gones

Cité Politique
120 Fraction Trotskyiste - Quatrième Internationale
121 Tendence CLAIRE du NPA
122 Coordination 93 de Lutte pour les Sans-Papiers
123 Parti du Socialisme et de la Liberté (ÖSP, Kurdistan)
124 Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce (OKDE)
125 Tendence Bolchévique Internationale (Grande-Bretagne)
126 CNT
127 Alternative Libertaire
128 Réseau Éducation Sans Frontières (RESF)

Place du 7^{ème} Art
129 Mouvement Communiste
130 Alliance for Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
131 Fraction l'Étincelle
132 CERMTRI (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires)
133 Socialist Fight (Grande-Bretagne)
134 Comité pour le Respect des Libertés et des Droits humains au Sahara Occidental
135 Alternative Révolutionnaire Socialiste (ARS - Combat)

Place Octobre 17
136 Les Amis de la Commune
137 Gauche Révolutionnaire - Section française du Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO)
138 Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)
139 Gauche Communiste du PCF

Village médiéval
149 Buvette frites
150 Forge
151 Forge ancienne (Alstom Belfort)
152 Rôtisserie de Sire Renault (Renault)

Arboretum
153 Taverne de Maître Tailleur - Petit salé aux lentilles
154 Galette saucisse
155 Boissons médiévales
156 Vannerie (Peugeot Sochaux)
157 Armes et armures
158 Calligraphie
159 Tour de poterie
160 Four à pain
161 Accueil des tout-petits

Esplanade des Sciences
96 C'est la cata
97 Charlottes (Paris Bureaux de poste)
98 Accueil Lyon
99 Brick à l'œuf
100 Old West Diner
101 The Spark (USA)
102 Le fraiser (Services financiers de La Poste Paris Ile-de-France)
103 Karaoké (Creil)
104 Confit social
105 Tir à l'arc (Sanofi-Aventis Vitry-sur-Seine)
106 Cafétéria du chapiteau scientifique

Place Karl Marx
80 Mettez-vous au parfum
81 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
83 Dolce Vita
84 Au partage des profruits
85 Le grain de folie (Hôpitaux, Chèques Postaux, SNCF Limoges)
86 Le frondeur du Poitou (Fonderies du Poitou)
87 Salades gourmandes (Orléans)
88 Gaufres de Picardie
89 Tir à plomb (Chantiers de l'Atlantique STX)
90 Accueil Bretagne Normandie
91 Tea break
92 Workers' Fight (Grande-Bretagne - UCI)
93 Brochette grecque
94 La puce rouge
95 Teepee et minéraux

Place de la Guinguette
52 Seiche and'ouillettes (Sneema-Gennevilliers)
53 Pars avec la caisse
54 Indoustand (RATP)
55 Île de la Réunion
56 Château gonflable
57 Guinguette
58 Mur d'escalade
59 Échec et Marx
60 Café de la Guinguette (CAF)

Place du Grand Podium
20 Accueil Est
21 Accueil Bourgogne
22 La cave à fromages
23 La fondue jurassienne
24 Les mollets d'acier
25 Barbe à papa
26 Jus de fruits, milk-shakes
27 L'escargot
28 Crêpes canadiennes (Compiègne)
29 Bonbons (Angers)
30 Harengs de la Baltique - saumon fumé (Angers)
31 Flammekueche (General Motors Strasbourg)
32 Fraternité à la menthe

Allée de la Diane
1 Les ballons de la Fête
2 Bowling
3 Mini-golf
4 Accueil Nord
5 La Halle aux jeux de la Diane
6 Les mots fléchés (PTT Paris 17^{ème})
7 La mare aux canards
8 Serpent à lumière
9 Arbalètes
10 Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
11 Chorba - thé - gâteaux (PCA Aulnay-Saint-Ouen)
12 Disques
13 Le manège enfantin
14 Marionnettes
15 Halle aux jeux du cèdre
16 Aux moules frites
17 Podium de la Diane
18 À vos pincesaux
19 Quiches et tartes LORraines (Metz - Renault Sovab)

Parcours dans les arbres
109 Accueil

Place Karl Marx
75 Accueil Centre (Limoges, Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers)
76 Fléchettes
77 Jambon du Morvan
78 Brico'LO (Orléans)
79 Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)

Place du 7^{ème} art
111 Crêperie bretonne (Thomson Rennes)
112 Huitre ouvrière (CHU Rennes)

Place Octobre 17
113 Voz Obrera (Espagne - UCI)
114 Tapas y sangria (Carnaud Laon)
115 Churros (Air France Le Bourget et ADP Orly)
116 Tortilla y sepia tapas (AXA)
117 Paella valenciana

Cité Politique
120 Fraction Trotskyiste - Quatrième Internationale
121 Tendence CLAIRE du NPA
122 Coordination 93 de Lutte pour les Sans-Papiers
123 Parti du Socialisme et de la Liberté (ÖSP, Kurdistan)
124 Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce (OKDE)
125 Tendence Bolchévique Internationale (Grande-Bretagne)
126 CNT
127 Alternative Libertaire
128 Réseau Éducation Sans Frontières (RESF)

Place du 7^{ème} Art
129 Mouvement Communiste
130 Alliance for Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
131 Fraction l'Étincelle
132 CERMTRI (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires)
133 Socialist Fight (Grande-Bretagne)
134 Comité pour le Respect des Libertés et des Droits humains au Sahara Occidental
135 Alternative Révolutionnaire Socialiste (ARS - Combat)

Place Octobre 17
136 Les Amis de la Commune
137 Gauche Révolutionnaire - Section française du Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO)
138 Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)
139 Gauche Communiste du PCF

Village médiéval
149 Buvette frites
150 Forge
151 Forge ancienne (Alstom Belfort)
152 Rôtisserie de Sire Renault (Renault)

Arboretum
153 Taverne de Maître Tailleur - Petit salé aux lentilles
154 Galette saucisse
155 Boissons médiévales
156 Vannerie (Peugeot Sochaux)
157 Armes et armures
158 Calligraphie
159 Tour de poterie
160 Four à pain
161 Accueil des tout-petits

Esplanade des Sciences
96 C'est la cata
97 Charlottes (Paris Bureaux de poste)
98 Accueil Lyon
99 Brick à l'œuf
100 Old West Diner
101 The Spark (USA)
102 Le fraiser (Services financiers de La Poste Paris Ile-de-France)
103 Karaoké (Creil)
104 Confit social
105 Tir à l'arc (Sanofi-Aventis Vitry-sur-Seine)
106 Cafétéria du chapiteau scientifique

Place Karl Marx
80 Mettez-vous au parfum
81 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
83 Dolce Vita
84 Au partage des profruits
85 Le grain de folie (Hôpitaux, Chèques Postaux, SNCF Limoges)
86 Le frondeur du Poitou (Fonderies du Poitou)
87 Salades gourmandes (Orléans)
88 Gaufres de Picardie
89 Tir à plomb (Chantiers de l'Atlantique STX)
90 Accueil Bretagne Normandie
91 Tea break
92 Workers' Fight (Grande-Bretagne - UCI)
93 Brochette grecque
94 La puce rouge
95 Teepee et minéraux

Place de la Guinguette
52 Seiche and'ouillettes (Sneema-Gennevilliers)
53 Pars avec la caisse
54 Indoustand (RATP)
55 Île de la Réunion
56 Château gonflable
57 Guinguette
58 Mur d'escalade
59 Échec et Marx
60 Café de la Guinguette (CAF)

Place du Grand Podium
20 Accueil Est
21 Accueil Bourgogne
22 La cave à fromages
23 La fondue jurassienne
24 Les mollets d'acier
25 Barbe à papa
26 Jus de fruits, milk-shakes
27 L'escargot
28 Crêpes canadiennes (Compiègne)
29 Bonbons (Angers)
30 Harengs de la Baltique - saumon fumé (Angers)
31 Flammekueche (General Motors Strasbourg)
32 Fraternité à la menthe

Allée de la Diane
1 Les ballons de la Fête
2 Bowling
3 Mini-golf
4 Accueil Nord
5 La Halle aux jeux de la Diane
6 Les mots fléchés (PTT Paris 17^{ème})
7 La mare aux canards
8 Serpent à lumière
9 Arbalètes
10 Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
11 Chorba - thé - gâteaux (PCA Aulnay-Saint-Ouen)
12 Disques
13 Le manège enfantin
14 Marionnettes
15 Halle aux jeux du cèdre
16 Aux moules frites
17 Podium de la Diane
18 À vos pincesaux
19 Quiches et tartes LORraines (Metz - Renault Sovab)

Parcours dans les arbres
109 Accueil

Place Karl Marx
75 Accueil Centre (Limoges, Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers)
76 Fléchettes
77 Jambon du Morvan
78 Brico'LO (Orléans)
79 Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)

Place du 7^{ème} art
111 Crêperie bretonne (Thomson Rennes)
112 Huitre ouvrière (CHU Rennes)

Place Octobre 17
113 Voz Obrera (Espagne - UCI)
114 Tapas y sangria (Carnaud Laon)
115 Churros (Air France Le Bourget et ADP Orly)
116 Tortilla y sepia tapas (AXA)
117 Paella valenciana

Cité Politique
120 Fraction Trotskyiste - Quatrième Internationale
121 Tendence CLAIRE du NPA
122 Coordination 93 de Lutte pour les Sans-Papiers
123 Parti du Socialisme et de la Liberté (ÖSP, Kurdistan)
124 Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce (OKDE)
125 Tendence Bolchévique Internationale (Grande-Bretagne)
126 CNT
127 Alternative Libertaire
128 Réseau Éducation Sans Frontières (RESF)

Place du 7^{ème} Art
129 Mouvement Communiste
130 Alliance for Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
131 Fraction l'Étincelle
132 CERMTRI (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires)
133 Socialist Fight (Grande-Bretagne)
134 Comité pour le Respect des Libertés et des Droits humains au Sahara Occidental
135 Alternative Révolutionnaire Socialiste (ARS - Combat)

Place Octobre 17
136 Les Amis de la Commune
137 Gauche Révolutionnaire - Section française du Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO)
138 Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)
139 Gauche Communiste du PCF

Village médiéval
149 Buvette frites
150 Forge
151 Forge ancienne (Alstom Belfort)
152 Rôtisserie de Sire Renault (Renault)

Arboretum
153 Taverne de Maître Tailleur - Petit salé aux lentilles
154 Galette saucisse
155 Boissons médiévales
156 Vannerie (Peugeot Sochaux)
157 Armes et armures
158 Calligraphie
159 Tour de poterie
160 Four à pain
161 Accueil des tout-petits

Les débats

Samedi 11 juin

Au chapiteau Karl Marx

13 h 00 **Bachir BEN BARKA** sur l'« Affaire Ben Barka : un combat pour la vérité et la démocratie au Maroc ».

14 h 00 Le **Collectif unitaire de l'hôpital Tenon à Paris** animera un débat sur « la lutte menée pour la réouverture du centre IVG ».

15 h 00 **Charlotte NITHART**, co-auteur du livre : *Le cargo de la honte - L'effroyable odyssée du Probo Koala*.

16 h 00 **PEF**, auteur d'ouvrages pour les enfants *Le Prince de Motordu et Travailler moins pour lire plus*.

17 h 00 **Marie TREPS**, linguiste : « Promenade dans une Europe sérieusement toquée de mots français ».

20 h 00 **Marc LAIME**, « Le problème de l'eau en France et dans le monde ».

21 h 00 « Chantons ensemble les chants révolutionnaires ».

Au chapiteau Friedrich Engels

14 h 00 **Michel OLMI**, président des Amis de Radio Lorraine Cœur d'Acier et **Marcel TRILLAT**, à propos du documentaire d'Isabelle Cadière « Radio Lorraine Cœur d'Acier, la parole libérée ».

17 h 30 **Yannick KERGOAT**, monteur des films de Rachid Bouchared, « Hors la loi », « Indigènes », et de nombreux autres films.

20 h 00 **Patrick BENQUET**, réalisateur du documentaire « Françafrique : 50 années sous le sceau du secret ».

21 h 00 **Simone TASSIMOT** lira un choix de lettres de Rosa Luxembourg : « Rosa la rouge et les mésanges charbonnières »

À la cité politique

14 h 00 **Jacky HORTAUT**, coanimateur du Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal fera le point sur « la situation de Mumia Abu-Jamal, dans le couloir de la mort depuis 29 ans ».

19 h 00 Le groupe **Mémo** animera un débat sur : « La traque des migrants dans la région de Calais ».

À la cité du roman

15 h 00 **Suzy ROJTMAN** du collectif national pour le droit des femmes : « Où en est la lutte contre les violences faites aux femmes ? ».

18 h 00 **Françoise MILLOT** : « Colonialisme et esclavage au 18^e siècle : quand les principes philosophiques du temps des Lumières s'inclinent devant les intérêts bourgeois ».

Dimanche 12 juin

Au chapiteau Karl Marx

11 h 00 **Marie-Laure DUFRESNE-CASTETS**, avocate, et **Pascal MOUSSY**,

juriste du travail : « La défense juridique des travailleurs combattifs que les patrons veulent licencier ou réduire au silence ».

12 h 00 **Marc PESCHANSKI**, neurobiologiste : « Quand le gouvernement et l'Église s'en prennent à la science ».

13 h 00 **Laure GODINEAU**, historienne, auteur du livre *La Commune de Paris par ceux qui l'ont vécue*.

14 h 00 **Jean-Jacques MARIE**, auteur de nombreux ouvrages sur Trotsky et la Russie, intervient sur le combat des oppositionnels en URSS entre 1934 et 1938.

16 h 00 **Laurent SEDEL**, chirurgien, auteur de *Il faut sauver les malades*.

17 h 00 **Nicolas OFFENS-TADT**, historien : « 14-18 aujourd'hui ; La Grande Guerre dans la France contemporaine ».

18 h 00 « **Sortir du nucléaire ? Avant tout, sortir du capitalisme** », débat animé par des militants de Lutte Ouvrière.

20 h 00 **Fatou DIOME**, romancière, auteur de nombreux livres dont *Le Ventre de l'Atlantique*, *Inassouviés, nos vies*, *Celles qui attendent*.

Au chapiteau Friedrich Engels

19 h 00 **Daniel CLING**, réalisateur de « Abd el-Krim et la guerre du Rif ».

21 h 00 **Christophe CORDIER**, réalisateur de « Frères de classe », sur ce que sont devenus les protagonistes de la grève du Joint Français de 1972.

Lundi 13 juin

Au chapiteau Karl Marx

11 h 00 « **Côte d'Ivoire : sanglantes rivalités pour le pouvoir, une catastrophe pour les classes exploitées** » présenté par des camarades de l'UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalisés)

14 h 00 **Manuel DOMERGUE**, journaliste, co-auteur de *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948 - 1971*.

15 h 00 **Monique PINÇON-CHARLOT** et **Michel PINÇON**, sociologues, auteurs de *Le président des riches*.

16 h 00 **Wassyla TAMZALI**, écrivaine et militante féministe algérienne, auteur de *Une femme en colère : lettre d'Alger aux Européens désabusés*.

Au chapiteau Friedrich Engels

17 h 00 **Jean-Noël DELAMARRE**, réalisateur du documentaire : « Le drapeau rouge sur la cathédrale », à propos du conseil ouvrier de Strasbourg en 1918.

À la cité politique

12 h 00 **Nicolas MARANGET**, médecin, sur les services d'urgence à l'hôpital.

La Cité des Sciences

Les débats au chapiteau scientifique

Samedi 11 juin

12 h 30 - **Michel PAPUCHON**, physicien : « *Toute la lumière sur le laser et ses applications* »

14 h 00 - **Jean-Pol TASSIN**, neurobiologiste : « *Pensées, sentiments, émotions : tout n'est-il que neurones et chimie dans le cerveau ?* »

15 h 30 - **Jérôme ALEON**, cosmochimiste : « *Carnet de naissance du système solaire : les météorites* »

17 h 00 - **Patrick DE WEVER**, géologue et paléobiologiste : « *La biodiversité au cours de l'histoire de la Terre : hier et aujourd'hui* »

18 h 30 - **Romuald DROT**, radiochimiste : « *L'énergie nucléaire : production, utilisation, déchets* »

20 h 00 - **Thierry BEDOSSA**, spécialiste du comportement animal : « *Comportement du chien et du chat : la marque de leur origine évolutive... et de la domestication par l'Homme* »

Dimanche 12 juin

10 h 30 - **Yves LÉVI**, spécialiste de santé publique : « *Les enjeux liés à la qualité de l'eau : santé, usage et abus* »

12 h 00 - **Jean-Luc PIEL-DESRUISSEAU**, chirurgien : « *La vie à l'époque de Neandertal et de Cro-Magnon à travers leurs outils* »

13 h 30 - **Agnès GUILLOT**, chercheuse en systèmes intelligents et robotique : « *La bio-nique : quand la science imite la nature* »

16 h 00 - **André AURENGO**, médecin : « *Les risques de la radioactivité, de Tchernobyl à Fukushima* »

17 h 30 - **Jacques DELABROUILLE**, astrophysicien : « *La mission spatiale Planck, pour mieux connaître l'histoire de l'univers* »

19 h 00 - **Laurent SEDEL**, chirurgien : « *L'homme réparé (prothèses, reconstruction osseuse...) : présent et avenir* »

20 h 30 - **Pascal PICQ**, paléanthropologue : « *Qu'en est-il de nos origines communes avec les grands singes ?* »

Lundi 13 juin

10 h 30 - **Hubert KRIVINE**, physicien, enseignant chercheur, parlera de son livre *La Terre, des mythes au savoir*.

12 h 00 - **Mehdi KHAMASSI**, chercheur en robotique et neurosciences : « *Comment les robots peuvent-ils nous aider à mieux comprendre le cerveau ?* »

13 h 30 - **Cédric VILLANI**, chercheur en mathématiques (médaille Fields) : « *Les maths : pourquoi, comment ?* »

16 h 00 - **David ELBAZ**, astrophysicien : « *Dernières nouvelles du cosmos : galaxies, quasars, trous noirs...* »

17 h 30 - **Marc PESCHANSKI**, neurobiologiste : « *Comment s'attaquer aux maladies génétiques avec les cellules-souches ?* »

Le Carrousel de la connaissance

L'épopée de la domestication de l'énergie

spectacle exposé multimédia de 45 minutes.

Les mini-conférences

Pour tous les goûts et toutes les curiosités, des conférenciers se relaient pour traiter de questions scientifiques, en une heure, avec expériences et projection :

les drones • crème ou mousse au chocolat • peut-on croire aux sondages • chiffrage et codes secrets • les fourmis • la radioactivité • le fonctionnement des centrales nucléaires • séismes et constructions parasismiques • les tsunamis • les nouveaux médicaments • des cadrans solaires aux horloges atomiques • les coïncidences et le paranormal • les migrations humaines racontées par les gènes • massage cardiaque et défibrillation • partitions, notes et rythme • qu'est-ce que l'énergie ? • quand le visage renseigne sur notre santé • l'énergie des étoiles • de la télé mécanique à la télé numérique • les grandes découvertes maritimes • réchauffement climatique, ou non • l'œil • génétique et peuplement • le scandale du Mediator • le nombre • le drame de la longitude • éteindre son portable • la révolution néolithique • les lichens • AZF, cause de l'explosion • la classification du vivant • la pression • la mémoire du cerveau • la métallurgie en Europe • les neurones de la lecture

Pour plus d'information, consultez le dépliant-programme de La Cité des Sciences.

Cinéma

Films et documentaires suivis d'un débat

ABD EL-KRIM ET LA GUERRE DU RIF de Daniel Cling
CHEMINOTS de Luc Joulé et Sébastien Jousse
FRANÇAFRIQUE de Patrick Benquet
FRÈRES DE CLASSE de Christophe Cordier
HORS-LA-LOI de Rachid Bouchareb
LES MÉDICAMENTEURS de Stéphane Horel et Brigitte Rossignaux
QUAND LE DRAPEAU ROUGE FLOTTAIT SUR LA CATHÉDRALE de Jean-Noël Delamarre
RADIO LORRAINE CŒUR D'ACIER, LA PAROLE LIBÉRÉE d'Isabelle Cadière

Les autres films et documentaires

BENDA BILILI ! de Renaud Barret et Florent de la Tullaye
CLEVELAND CONTRE WALL STREET de Jean-Stéphane Bron
DANS SES YEUX de Juan José Campanella
DRAQUILA, L'ITALIE QUI TREMBLE de Sabrina Guzzanti
GAZA-STROPHE de Samir Abdallah et Khérédine Mabrouck
ILLÉGAL d'Olivier Masset-Depasse
LA COMMUNE de Mehdi Lallaoui
LE NOM DES GENS de Michel Leclerc
LES FEMMES DU 6^{ÈME} ÉTAGE de Philippe Le Guay
LES MAINS EN L'AIR de Romain Goupil
MÊME LA PLUIE d'Iciar Bollain
ROUTE IRISH de Ken Loach
WE WANT SEX EQUALITY de Nigel Cole
CAMEROUN, AUTOPSIE D'UNE INDÉPENDANCE de Gaëlle Le Roy et Valérie Ozouf

Pour plus de détails, voir le programme Cinéma

Pendant la nuit du dimanche au lundi (si le temps le permet)

cinéma en plein air :
vers 23 h 30, Esplanade des Sciences :
LE DICTATEUR de Charlie Chaplin
et vers 1 h 30 du matin :
WE WANT SEX EQUALITY de Nigel Cole

Les nuits sont fraîches, n'oubliez pas de vous vêtir chaudement

EXPOSITION PHOTO

Gérald BLONCOURT
Le monde ouvrier

Samedi et dimanche à 17 h, Gérald Bloncourt présentera ses photos à l'exposition située près du stand direction

• Israël-Palestine

Face aux manifestants du Golan l'armée israélienne tire et tue

Dimanche 5 juin, au moins vingt manifestants palestiniens ont été tués par les troupes israéliennes et plus de deux cents autres blessés sur le plateau du Golan. Venant de Syrie, ils avaient traversé la ligne de séparation pour venir protester contre l'expulsion des Palestiniens lors de la Nakba (la Catastrophe) en 1948 et contre la Naksa (la Défaite) en 1967, au sortir de laquelle Israël avait occupé, entre autres, la région du Golan.

Les manifestants désarmés savaient qu'ils allaient se heurter aux soldats israéliens et que ceux-ci n'hésiteraient pas à faire usage de leurs armes.

Le 15 mai dernier, des milliers d'entre eux étaient déjà venus de la Syrie voisine, mais aussi du Liban, de Gaza ou de Jordanie. Ils s'étaient rassemblés sur le plateau, face aux militaires israéliens qui avaient tiré et envoyé des gaz qui n'étaient pas seulement lacrymogènes. Quinze personnes avaient alors été tuées et plus de 300 blessées. C'est dire le courage et la rage que doivent éprouver ces jeunes Palestiniens pour venir ainsi au-devant des balles.

Ils sont les descendants des 700 à 800 000 Palestiniens littéralement expulsés de leurs terres lors de la création de l'État d'Israël, victimes d'une

véritable épuration ethnique. Aujourd'hui les Palestiniens en exil sont plus de quatre millions, dont près de 1,3 million vivent toujours dans des conditions des plus précaires, répartis dans des camps, essentiellement en Jordanie.

La population palestinienne, dont le droit à une existence nationale est continuellement nié, fait toujours entendre son exaspération, malgré les dangers et au péril de sa vie. Elle entend retrouver ses droits, y compris celui dit du « retour », c'est-à-dire avoir la possibilité, si elle le désire, de retourner vivre en Israël. Ce droit lui est obstinément refusé par ceux

qui l'ont spoliée et la maintiennent dans des conditions de vie inacceptables.

En Israël même, des milliers de manifestants se sont retrouvés samedi 4 juin à Tel-Aviv pour appeler à la création d'un État palestinien. Les manifestants, juifs en majorité mais également arabes, étaient environ 10 000 pour exprimer leur solidarité envers les Palestiniens ; une solidarité qui devra aller grandissante pour peser sur des gouvernements criminels et pour qu'enfin soit reconnu le droit des Palestiniens à disposer d'eux-mêmes.

Georges LATTIER

• Maroc

Après le décès d'un manifestant

Nouvelles manifestations contre le pouvoir



Dimanche 5 juin, comme depuis près de quatre mois, des manifestations ont eu lieu dans des villes marocaines, à l'appel des jeunes du Mouvement du 20 février.

Quelques jours avant la mise en scène que constitue la remise au roi des propositions d'une « commission consultative pour une future réforme de la Constitution », des milliers de jeunes ont fait savoir à la monarchie et à son appareil d'État tout dévoué – le *makhzen* – qu'ils n'étaient pas dupes et exigeaient toujours des droits démocratiques.

Les manifestations se sont tenues notamment à Casablanca, à Tanger, mais aussi à Safi où est décédé, le 2 juin, un jeune manifestant tabassé par la police lors de la précédente journée de manifestations, le 29 mai. Kamal Ammari, comme des dizaines d'autres, avait été brutalisé par les forces de répression qui, depuis début mai, intervenaient avec brutalité pour disperser des manifestations non autorisées par le pouvoir.

Alors que des témoignages ont fait état d'une pugnacité particulière des policiers, notamment en civil, à l'égard de manifestants ou journalistes suspects de sympathie à l'égard des jeunes du

Mouvement du 20 février, le ministre de la Communication, Khalid Naciri, un ancien dirigeant communiste, a promis publiquement « toute la lumière » sur le décès du jeune de Safi. Il a même osé affirmer n'avoir, « en tant que pouvoirs publics, strictement aucun problème avec les jeunes du 20 février [...] qui sont nos enfants et qui sont très proches de nos préoccupations ». Mais, fait-il mine de déplorer, « ce mouvement a été littéralement pris en otage par des extrémismes [...] qui cherchent à discréditer toute l'action du gouvernement ».

Après l'annonce du décès, les manifestations du 5 juin, pourtant non autorisées (certains participants ayant même reçu des menaces), se sont cette fois déroulées sans avoir à subir la répression des forces de police. Des protestations émanant d'instances de l'Union européenne pourraient avoir inspiré au pouvoir un peu plus de retenue dans l'usage de la matraque. En tout cas, du côté des amis français hauts placés de Mohammed VI, dans les sphères politiques, affairistes ou médiatiques, c'est bien sûr toujours le silence radio sur la répression des aspirations de la population marocaine à un changement réel.

Viviane LAFONT

• Arabie saoudite

Femmes au volant, prison au tournant

Une jeune Saoudienne de 32 ans est en prison. Son crime ? Avoir bravé l'interdiction de conduire faite aux femmes en Arabie saoudite. Ce pays est d'ailleurs le seul au monde à pratiquer cet interdit.

La jeune femme, qui est l'une des organisatrices d'un mouvement revendiquant le droit pour les femmes de s'asseoir derrière un volant, s'est elle-même filmée en train de conduire et a posté ses vidéos sur YouTube. Un appel a d'ailleurs été lancé aux femmes pour qu'elles descendent dans la rue le 17 juin, afin de réclamer le droit de ne plus être tributaires des hommes pour pouvoir se déplacer.

En fait la monarchie saoudienne, grande alliée des dirigeants occidentaux au Proche-Orient, est un régime profondément réactionnaire. Elle l'a récemment confirmé en intervenant au Bahreïn pour soutenir militairement le dictateur contesté par la population. Réactionnaire, le régime saoudien l'est aussi vis-à-vis de sa population, qu'il soumet aux diktats des religieux musulmans. Les femmes en sont les premières victimes, subissant des humiliations et des violences quotidiennes.

Heureusement, elles sont de plus en plus nombreuses à se dresser contre cette situation.

R.M.

• En région parisienne

La police contre les Kurdes

Samedi 4 juin, les policiers de la brigade antiterroriste se sont livrés à des arrestations et à des perquisitions dans les milieux kurdes de la région parisienne, simultanément dans le quartier de la gare d'Arnouville-Villiers-le-Bel dans le Val-d'Oise, et à Évry dans l'Essonne.

Cinq militants kurdes ont été arrêtés lors des interventions à la Maison de la culture kurde d'Arnouville et au Centre culturel de Mésopotamie d'Évry. Parmi les personnes arrêtées figurent trois responsables du parti nationaliste kurde PKK, partisan d'une autonomie de la région kurde de Turquie.

Devant l'intervention policière du Val-d'Oise, de nombreux habitants d'origine kurde en colère se sont rassemblés. Ils ont dû faire face à un déploiement massif de forces de police avec des dizaines de voitures, des charges de CRS, l'usage de gaz lacrymogènes et de flash-balls contre des voisins, pour beaucoup des commerçants et artisans, choqués de voir débarquer toute cette armada.

Plusieurs personnes ayant été blessées lors de ces incursions musclées, des manifestations ont été organisées le lendemain, 5 juin, à la gare de Villiers-le-Bel et à Évry, rassemblant respectivement 2 000 personnes environ et quelques centaines, pour protester à la fois contre les arrestations et la brutalité policière, et contre l'atteinte à la liberté d'opinion et d'expression que constitue toute cette opération.

Les manifestations protestaient à juste titre contre la répression contre les Kurdes de France et la demande d'extradition d'un militant du PKK, Nedim Seven, par le gouvernement d'Ankara. Ils craignent non sans raison que le sort de celui-ci pèse bien peu dans le jeu diplomatique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Guéant à l'égard de ses homologues en Turquie.

Quant au déploiement de forces pour s'attaquer à des centres culturels kurdes et à leurs paisibles joueurs de cartes... il a tout d'une démonstration de propagande électorale.

V. L.

• **Canal de Sicile**
La tragédie des migrants

270 réfugiés, pour la plupart d'origine africaine et asiatique, ont disparu le 2 juin au large des côtes tunisiennes, en tentant de rejoindre l'île italienne de Lampedusa. Le chalutier sur lequel s'étaient entassés plus de 800 personnes est tombé en panne, puis a chaviré.

Depuis la chute du régime de Ben Ali et la contestation du régime de Kadhafi, chaque jour des dizaines de milliers de migrants risquent leur peau sur des embarcations de fortune pour fuir la Tunisie, la Libye, et plus généralement la misère qui sévit sur le continent africain.

Depuis le début de l'année, 40 000 migrants auraient débarqué à Lampedusa, espérant ainsi s'ouvrir les portes de l'Europe. Mais des centaines, voire des milliers d'autres ont trouvé la mort. Ainsi, le 6 avril, au moins 150 réfugiés somaliens et érythréens se sont noyés lors du naufrage de leur embarcation en provenance de Libye. Fin mai, ce sont 76 réfugiés fuyant la ville libyenne de Misrata, assiégée par les forces de Kadhafi, qui ont été secourus de justesse par la marine maltaise.

Selon l'observatoire Fortress Europe, au moins 1 615 personnes seraient mortes ou disparues depuis le début de l'année, en essayant de franchir le canal de Sicile en provenance de Tunisie, de Libye ou d'Égypte. Cela fait de cette partie de la Méditerranée un des plus grands cimetières marins du monde.

Selon la même source, depuis 1988 ce sont au moins 17 627 personnes qui auraient disparu, la plus grande partie en mer, en tentant de gagner l'Europe. Les chiffres en disent long sur la pauvreté et la misère qui frappent la grande majorité des habitants de la planète, et de l'Afrique en particulier, poussant toujours plus d'hommes et de femmes à risquer leur vie pour tenter d'y échapper. Et ils soulignent le scandale de cette tragédie humanitaire quotidienne à laquelle les dirigeants des grands États européens ne réagissent que par l'indifférence... quand ce n'est pas par de misérables polémiques sur l'accueil des réfugiés.

Roger MEYNIER

• **Portugal**

Après la défaite électorale du PS
Une crise qui ne fait que s'approfondir

Les élections législatives portugaises du 5 juin ont désigné un vaincu, le Parti socialiste (28 % des voix, 73 députés), mais pas de vrai vainqueur. Le Parti social-démocrate (droite) n'obtient que 38,6 % des suffrages et 105 députés, sur 230. Le rapport des forces entre eux s'inverse donc: depuis 2009 le PS avait 97 députés et le PSD 81.

À part cela, peu de changements. Les abstentions sont passées de 39,4 à 41 %. À droite le Parti populaire passe de 21 à 24 députés, à gauche le Parti communiste de 15 à 16. Le Bloc de gauche, classé à l'extrême gauche, perd la moitié de ses 16 députés de 2009. Il avait alors recueilli les voix d'électeurs de gauche mécontents du PS. En janvier dernier, au contraire, il a soutenu le candidat PS à la présidentielle

C'est donc loin d'être un raz-de-marée pour le PSD qui, pour former une majorité gouvernementale, va s'allier une nouvelle fois avec le Parti populaire. Ce parti très droitier a déjà été capable de saborder un gouvernement de droite pour complaire à son électorat réactionnaire. Les relations PSD-PP risquent d'être orageuses et la crise politique peut resurgir à toute occasion.

La crise économique et sociale, en revanche, ne connaîtra



Dans une manifestation contre l'austérité.

aucun répit. C'est elle qui le 23 mars avait provoqué la démission du gouvernement PS minoritaire de José Socrates, à l'occasion d'un énième plan d'austérité. Entre-temps, l'Union européenne et le Fonds monétaire international ont imposé au Portugal un plan de «sauvetage» de 78 milliards d'euros sur trois ans, dont la contrepartie est un plan d'austérité aussi sévère que celui du PS.

Aussi bien le PS que le PSD ont accepté ce plan de

sauvetage, le leader du PSD promettant même «d'aller plus loin» en matière d'austérité. «Les années qui nous attendent vont exiger beaucoup de courage de la part du Portugal tout entier», a-t-il déclaré. Il y a peu de chances que les capitalistes en souffrent vraiment. En revanche les travailleurs et les couches populaires vont subir de nouvelles taxes, de nouvelles baisses des dépenses publiques, de santé en particulier, et on va privatiser tout ce qui peut l'être, entre autres le secteur de l'énergie. Le chômage devrait

dépasser les 12 % et bien des travailleurs et des jeunes envisagent d'émigrer.

Cette misère des couches populaires, salariés, chômeurs, retraités, va s'approfondissant depuis une dizaine d'années. Chaque nouveau gouvernement a marqué un degré de plus dans les mesures antisociales, et celui-là ne sera certainement pas en reste. À moins que la colère qui monte, de l'Espagne à la Grèce, ne finisse par être contagieuse.

Vincent GELAS

• **Croatie**

Le pape en croisé de la réaction

En visite pour deux jours en Croatie, pays censé être le bastion du catholicisme dans des Balkans majoritairement orthodoxes, le pape a une nouvelle fois enfourché ses thèmes de prédilection réactionnaires.

Lors d'une messe à grand spectacle à Zagreb, la capitale croate, Benoît XVI a dénoncé la «christianophobie», la «désintégration croissante de la famille, notamment en Europe», l'avortement, le concubinage et le contrôle des naissances.

À ces grands classiques du Vatican, il a ajouté un hommage appuyé au cardinal Stepinac, inhumé dans la cathédrale de Zagreb, dont il a loué le «vrai humanisme chrétien».

Cet «humaniste», donc, fut nommé archevêque en 1937, alors qu'il n'avait pas 40 ans: une entorse au droit canon,

paraît-il, résultant d'un choix politique de Pie XI. Le Vatican se tenait alors aux côtés des dictatures antiouvrières les plus infâmes d'Europe, de leurs suppôts tels Franco ou Hitler, et de tous ceux qui communiaient dans l'anticommunisme.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata et que la Yougoslavie fut dépecée, Stepinac soutint le nouvel État croate allié de l'Allemagne nazie et son chef, Ante Pavelic, fondateur du mouvement d'extrême droite oustachi. Malgré ou à cause de nombreux massacres de Juifs, de Serbes et de Roms par les

oustachis, Stepinac maintint d'étroites relations avec Pavelic et son régime, pour lesquels il appela à prier.

Puis, sans doute touché par la charité, ou plutôt sentant le vent tourner, il fit savoir qu'il n'était «pas possible de persécuter les Gitans et les Juifs parce qu'ils sont supposés être de race inférieure», sans toutefois rompre jamais avec le régime. En 1946, dans la Yougoslavie de Tito, Stepinac fut condamné pour collaboration.

Béatifié par Jean-Paul II en 1994, Stepinac serait en voie de canonisation, comme le réclame l'Église croate. Une Église qui, lors des guerres dues à l'éclatement de la Yougoslavie en 1991, soutint les généraux croates et leurs massacres,

puis cacha le général Gotovina, poursuivi comme criminel de guerre par le Tribunal pénal international. Et depuis, elle ne se gêne pas pour dire à ses ouailles comment et pour qui voter lors des élections, pour intervenir dans l'adoption des lois, tout en se moquant comme d'une guigne des problèmes réels d'une population écrasée par le chômage et les effets de la crise.

Il y a eu des protestations en Croatie face aux deux millions d'euros dépensés pour accueillir Benoît XVI, et même une manifestation: encore des témoignages de cette «christianophobie» de mécréants ne comprenant rien au «vrai humanisme».

Pierre LAFFITTE

• Rhodia Chimie – Saint-Fons (Rhône)

Les débrayages continuent !

Le mouvement des travailleurs de l'atelier qui fabrique l'aspirine sur le site de Rhodia Chimie est entré dans sa cinquième semaine. Depuis le 9 mai, les débrayages continuent deux heures par poste: les travailleurs refusent d'être vendus avec les murs à un repreneur, Novacap, sans contrepartie.

La direction de l'usine ne s'attendait pas à un mouvement si long, suivi par l'ensemble des 24 travailleurs de l'atelier, en poste comme en journée. Elle a d'abord tenté de les intimider, en menaçant de leur pointer

huit heures de grève s'ils continuaient à faire la « grève du marteau », c'est-à-dire à refuser d'aller débloquer la production en frappant sur des trémies. Le marteau a donc été repris, mais avec modération, comme écrit dans les consignes de marche. Les travailleurs ont même proposé à l'ingénieur de l'atelier et au directeur du site de venir s'y essayer. Sans grand succès: ces messieurs sont repartis avec quelques douleurs!

Même si un tiers de la production est alors reparti, les retards s'accumulent et la production compte plus de 400 tonnes de retard. Certains clients menacent d'aller se

servir ailleurs, prétend la direction, mais c'est elle qui prend le risque de les perdre. Ah! les lois de la concurrence sont rudes! Rhodia préfère perdre de l'argent plutôt que de répondre aux revendications, craignant de créer un précédent en lâchant une prime.

En fin de semaine, lors d'une réunion de négociation, la direction n'a pris aucun engagement sur la garantie des accords collectifs après la vente de l'atelier. Elle a proposé une prime de fidélité, de 2 800 euros, mais elle ne concernerait que les salariés « vendus », alors que les six grévistes qui resteraient à Rhodia en seraient exclus. C'est

apparu comme une manœuvre pour diviser les grévistes, et donc inacceptable. Suite à la négociation, les travailleurs d'un atelier du site de Rousillon (dans l'Isère), également vendu à Novacap, ont repris les débrayages.

Depuis le début du mouvement, les grévistes se retrouvent à une vingtaine tous les midis devant l'usine. Cela permet de discuter du mouvement tous ensemble, ainsi qu'avec les autres travailleurs de l'usine. Après cinq semaines de lutte, une trentaine d'heures de grève et une production en berne, la détermination reste intacte.

Correspondant LO

• La Poste – Échirolles (Isère)

Les facteurs en ont ras la casquette

Les facteurs d'Échirolles, mais aussi ceux de Claix et Pont-de-Claix, dans le sud de l'agglomération grenobloise, refusent unanimement une nouvelle réorganisation qui supprimerait quatre postes de travail.

Déjà en 2009 la direction en avait supprimé six. Ces suppressions avaient contribué à détériorer encore plus les conditions de travail: heures supplémentaires presque quotidiennes impayées, tournées modifiées et allongées, absence de formation et pression constante de l'encadrement pour aller toujours plus vite, mais avec des sacs toujours plus lourdes.

Pour justifier ces nouvelles suppressions, la direction prétend que le volume de courrier diminue, ce qui est faux quand on sait que le nombre de recommandés augmente, ainsi que le volume des imprimés publicitaires.

Le mouvement a débuté jeudi 19 mai, à la suite d'un rassemblement devant la direction, suivi d'une audience d'où il n'est rien sorti.

Devant l'intransigeance de la direction et le mépris dans lequel elle tient les facteurs, ces derniers, y compris les CDD, ont décidé une heure de débrayage par jour sur une durée illimitée, ainsi qu'une grève totale samedi 4 juin. Lors du Conseil municipal, ils avaient appelé la population d'Échirolles à venir les soutenir ce jour-là.

Toute la matinée, devant la poste, les discussions sont donc allées bon train autour d'un café et d'une part de gâteau.

Les facteurs n'ont pas l'intention d'en rester là, d'autant qu'au même moment ceux de Mens et Monestier, deux communes du Sud-Isère, étaient aussi mobilisés pour les mêmes raisons.

Correspondant LO



Les facteurs ne sont pas des mulets

Les facteurs refusent d'être considérés comme de simples distributeurs de courrier, ou comme des mulets, comme le dit une de leurs affiches, obéissant à une logique de productivité et de rentabilité à tout prix. Ils veulent préserver leur rôle social. En effet, lorsque le temps de travail par lettre à distribuer est calculé à la seconde près, il devient difficile de porter son courrier à la personne qui ne peut

plus se déplacer, comme de répondre à des demandes de renseignements, et quasiment impossible de prendre le temps de lire une lettre à quelqu'un qui ne sait pas lire. Tous font des heures supplémentaires non payées. Mais il y a des limites!

Les facteurs apprécient les liens avec la population que permet leur métier. Et c'est cela qu'ils veulent préserver.

Correspondant LO

• Armatures Savoyardes – Rumilly (Haute-Savoie)

Une direction qui veut cogner fort

Les 6 et 7 juin, trois salariés, dont deux élus du personnel et un militant de l'Union locale CGT, étaient convoqués devant un juge, suite à une plainte de la direction des Armatures Savoyardes pour « atteinte à l'honneur ou à la considération de l'entreprise ». Celle-ci fait partie de ces très nombreuses PME où les droits du personnel sont bafoués continuellement.

En janvier, la CGT était intervenue par tract aux portes de l'entreprise et un reportage édifiant était diffusé sur FR3 Alpes, reportage encore sur le site après être passé au Zapping de Canal+. Du non-paiement des heures supplémentaires à la non-déclaration des accidents du travail, en passant par le non-respect des durées légales du travail et des repos obligatoires, ou

le retard dans la communication des feuilles de paie, sans compter les entraves à l'activité des élus du personnel et les injures envers les salariés, les griefs ouvriers ne manquaient pas.

La direction, s'appuyant sur ce reportage pourtant réalisé avec la plus grande discrétion par rapport aux intervenants, a licencié un travailleur et tenté d'en licencier deux autres, élus

délégués du personnel. Mais l'Inspection du travail a refusé ces derniers licenciements.

Face à la menace de voir des salariés entraînés devant un tribunal de grande instance, la solidarité a été organisée par la CGT de Haute-Savoie.

La mobilisation ouvrière doit faire remballer leurs attaques à ces directions qui se croient de droit divin.

Correspondant LO

• Maternité Delafontaine – Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

Le personnel ne désarme pas

À la maternité de l'hôpital Delafontaine, assurant plus de trois mille accouchements par an, située à Saint-Denis, la mobilisation du personnel démarrée le 19 mai continue. La direction refuse toujours de répondre aux grévistes sur leurs revendications portant sur des embauches, alors que la future maternité qui ouvrira très bientôt sera plus grande en surface et en nombre de lits.

Aux Urgences maternité et en salle de travail, c'est le personnel soignant qui, en plus de ses tâches de soins, se charge des tâches ménagères et administratives. Malgré les dix lits supplémentaires dans le service de gynécologie, la direction refuse d'affecter du personnel en plus. Elle maintient la suppression de quatre auxiliaires de puériculture dans le service Suite de couches et la double fonction d'auxiliaire et d'aide-soignante, l'une formant l'autre et réciproquement.

Cette organisation et la gestion de pénurie de personnel s'accompagnent du mépris le plus total des conditions d'hygiène et de sécurité. Les aides-soignantes font toutes les tâches ménagères et de soins, et il est demandé aux sages-femmes de quitter leur service pour aller donner un coup de main dans le service Grossesses à risques, laissant en plan leur travail.

La direction continue de refuser de répondre aux problèmes d'effectifs qui se posent de manière urgente. Elle s'assoit sur les textes de lois en vigueur définissant le cadre de travail avec l'effectif nécessaire car, coûte que coûte, elle doit appliquer les consignes de réduction d'emplois à l'hôpital. Tous les moyens sont bons pour imposer au personnel un service dégradé.

Par l'intermédiaire des cadres, les pressions sur les grévistes de la maternité s'accroissent. Mais ils ne désarment pas et cherchent par tous les moyens à se faire entendre et à s'adresser aux autres salariés de l'hôpital, tant la dégradation des conditions de travail leur est de plus en plus inacceptable.

Correspondant LO

• Saint-Chamond (Loire)

Non à la fermeture du centre médical de Chavanne !



Le personnel du centre médical de rééducation cardiovasculaire de Chavanne de la Croix-Rouge, à Saint-Chamond, accompagné d'élus et d'anciens patients, a manifesté le 26 mai dans les rues de la ville. En tête une banderole annonçait : « Après GIAT, Siemens, Mavilor, 72 emplois menacés par la Croix-Rouge. »

Les 72 salariés voulaient ainsi montrer leur inquiétude : qu'est-ce que la Croix-Rouge et l'Agence régionale de santé ont prévu de faire du centre médical de Chavanne ? Depuis deux ans, des rumeurs courent et elles ne sont pas rassurantes sur l'avenir de cet établissement, essentiel pour les soins post-opératoires des malades souffrant de maladies cardiovasculaires. La structure est très appréciée par tous ceux qui y sont passés, située dans un cadre naturel, à la périphérie immédiate de la ville, avec un personnel compétent et dévoué.

L'acquisition en 2010 par la Croix-Rouge du centre des Massues de Lyon risque en

effet d'impliquer une restructuration et un regroupement de plusieurs établissements : l'hôpital des Charmettes à Lyon, le centre de gérontologie le Plateau La Chaux, à Saint-Cyr au Mont-d'Or et le centre médical de Chavanne. Cela pourrait entraîner la fermeture d'un établissement qui vient d'être complètement réhabilité en 2005. La direction a lâché, lors d'une réunion, que le « projet est en train de se préciser ».

En plus de la manifestation, les employés ont lancé une pétition sur papier et sur Internet et prévoient d'autres actions. Ils sont bien décidés à ne pas laisser fermer le centre médical sans rien dire. Les premières réactions montrent qu'ils ont le soutien de la population ainsi que des anciens patients, regroupés dans une association.

Les intérêts des malades et du personnel doivent passer avant les considérations financières de la Croix-Rouge pour rentabiliser son établissement de Lyon. L'ARS et la Croix-Rouge doivent en tenir compte et abandonner ce projet, pas encore complètement dévoilé mais prévisible.

Correspondant LO

• Gefco – Poissy (Yvelines)

Des suppressions d'emplois injustifiables

L'entreprise Gefco, filiale à 100% de Peugeot Citroën, qui s'occupe de logistique de pièces et de transports de véhicules, a annoncé mercredi 25 mai la fermeture en décembre de son site de logistique de Poissy dans les Yvelines, qui travaille essentiellement pour l'usine Peugeot contiguë et qui compte 115 salariés et une trentaine d'intérimaires.

Cette fermeture fait partie d'un plan de suppression de 232 emplois en France, avec la cession de huit autres sites, de messagerie ceux-ci.

À Poissy, la nouvelle a dans un premier temps provoqué stupeur et abattement. Certes, la direction agite de longue date le spectre de difficultés graves : échec de la 1007, voiture pour laquelle le site a été ouvert en 2004, perte de plusieurs clients extérieurs. Et elle s'est servie de ces craintes pour pousser des salariés dehors, dégrader les conditions de travail... S'estimant victime d'un harcèlement, un travailleur désespéré s'est suicidé l'an dernier à son domicile.

Mais, à côté de cette mauvaise ambiance, la direction



jurait aussi régulièrement que le lieu était « stratégique » pour PSA et qu'il n'était pas question de le fermer.

En fait de « stratégie », depuis quelque temps l'usine Peugeot de Poissy retire plutôt du travail à Gefco, quitte à le donner à des concurrents extérieurs au groupe... et tant pis pour le personnel. En tout cas cette situation est ressentie comme particulièrement injuste par les salariés, du fait que ni PSA ni Gefco lui-même ne sont en difficultés financières. Peugeot, d'abord, le vrai patron, a fait en 2010 1,2 milliard de bénéfices. Rappelons aussi que PSA a bénéficié en 2009 d'un prêt de trois milliards d'euros de l'État en échange de la promesse... qu'il ne supprimerait pas d'emplois. Il vient d'ailleurs de rembourser ce prêt

de façon anticipée, nouvelle preuve que sa situation financière est bonne.

Quant à Gefco, 5 000 salariés en France, 9 400 dans le monde, non seulement il a quasiment retrouvé son activité d'avant la crise mais il vient d'annoncer d'excellents résultats pour 2010 : + 16% sur le chiffre d'affaires, à 3,351 milliards d'euros, et son résultat opérationnel est passé de 75 à 210 millions entre 2009 et 2010. Il vient même de racheter 70% d'une des plus importantes entreprises de logistique italienne, Mercurio.

Alors oui, fermeture ou pas, Gefco et PSA ont les moyens de maintenir tous les emplois, quitte à ce que PSA reprenne tous les salariés dans l'usine Peugeot de Poissy.

Correspondant LO

• Madrangle- Limoges

Le jambon star avalé par Turenne-Lafayette À quelle sauce pour les travailleurs ?

Il y a deux ans, au printemps 2009, la société de charcuterie industrielle Madrange était en vente. Monique Piffault, du groupe Turenne-Lafayette, avait été près de mettre la main dessus, mais finalement les négociations avaient échoué et Madrange continuait à être propriété d'une holding financière dont l'actionnaire majoritaire était Jean Madrangeas, l'héritier de l'entreprise du jambon.

La direction a toujours voulu se faire passer pour familiale et, arguant de cela, les collectivités locales n'ont pas lésiné sur les aides financières.

Mais en réalité il y a longtemps que Madrange était devenu un groupe possédant six usines en France mais aussi aux USA et en Espagne.

En novembre 2009, la direction annonçait la suppression de 200 emplois sur les deux sites de Limoges. Après avoir poussé aux départs volontaires, elle proposait aux 135 travailleurs menacés restants un reclassement à des salaires inférieurs. Après des manifestations, des débrayages et des comparutions aux Prudhommes, les salariés obtenaient la garantie de certaines compensations, mais la perte se chiffrait quand même

de 100 à 200 euros par mois selon les qualifications. Et puis surtout, au cours de l'année suivante, 140 contrats ou missions d'intérim n'étaient pas renouvelés, véritables licenciements non rendus publics, qui ont plongé des jeunes dans le chômage.

Aujourd'hui, la holding financière a de nouveau mis la société en vente. Le groupe ne cesserait de perdre des parts de marché et selon ce que disait en 2009 dans *Agra-alimentation* Franck Rouard l'un des membres du directoire de Madrange : « Il y a deux ou trois intervenants en trop sur le secteur. »

Turenne-Lafayette (William Saurin, Paul Prédault...) vient d'emporter le morceau face à deux autres concurrents, dont l'énorme groupe mondial Smithfield qui a déjà racheté en France Aoste, Jean Caby, Justin Bridoux et contrôle des dizaines de sociétés de par le monde, comme par exemple Weight Watchers. Le rachat de Madrange n'est donc qu'un épisode de la concentration qui s'opère dans l'agro-alimentaire.

Le vice-président du Conseil régional s'est félicité dans la presse locale de ce que

Madrangle soit racheté par un groupe français ! Mais pour les 800 travailleurs en CDI de Limoges et les centaines de désoseurs salariés de sociétés prestataires, peu importe la nationalité de la patronne. Ils craignent avec raison de faire les frais de cette opération et de revivre la situation de novembre 2009 ! Le but du groupe, ce n'est pas de fabriquer du jambon pour nourrir la population, c'est de réaliser des profits et verser le maximum de dividendes à ses actionnaires.

Correspondant LO

• Leguay Emballages – Fleury-les-Aubrais (Loiret)

Les grévistes tiennent bon

Mardi 7 mai, cela faisait douze jours que les travailleurs de l'entreprise Leguay Emballages étaient en grève et bloquaient leur usine. La production était paralysée, les piquets empêchant les camions chargés de matériel d'entrer ou de sortir.

Les grévistes réclament 5 % d'augmentation de salaire, au lieu des 2 % accordés cette année. Ils demandent aussi une prime de déménagement de 450 euros et une prise en charge des trajets. L'usine doit en effet déménager à Saint-Cyr-en-Val, à l'extrémité sud de l'agglomération d'Orléans, ce qui occasionnera des trajets et des frais supplémentaires pour de nombreux employés habitant au nord.

Mais ce qui a mis le feu aux poudres, c'est l'annonce qu'aucune participation aux bénéfices ne serait versée pour l'année 2010.

Depuis des mois, la direction n'a eu de cesse de demander des efforts. Des travailleurs ont accepté de travailler des nuits en plus (cinq nuits de suite au lieu de quatre) ainsi que des samedis. Le rendement exigé est sans cesse revu à la hausse. Comme le raconte un gréviste: « Avant on était trois par machine, maintenant on n'est plus que deux. Comment dans ces conditions avoir du

rendement? » Tous ont le sentiment que ces efforts ont été consentis en vain.

C'est à juste titre que des travailleurs demandent l'ouverture des comptes de l'entreprise, car chacun a conscience que de l'argent, il y en a. Aujourd'hui la direction dit qu'il y aurait moins de volumes, et que par conséquent il y aura un plan social. Mais l'entreprise dégage suffisamment de bénéfices pour que tous les emplois soient maintenus. Il n'y aurait qu'à prendre sur les bénéfices passés, si ceux de l'année ne suffisent pas.

L'arrogance de la direction a été aussi pour beaucoup dans le déclenchement du mouvement. Le directeur s'est même permis de traiter les grévistes « d'enfants capricieux qui tapent du pied ». Exiger des salaires décentes alors que nous faisons tourner l'entreprise, vouloir permettre une vie correcte à sa famille, seraient selon lui des caprices!

Au mépris du directeur



s'ajoutent les menaces: « Si vous n'êtes pas contents, vous pouvez aller voir ailleurs. » Devant la détermination du mouvement, il a un peu changé de ton, allant même jusqu'à venir nous dire bonjour aux piquets de grève. Il faut croire que la grève lui a enseigné au moins la politesse. En revanche, la direction utilise tous les moyens à sa disposition pour faire pression sur les grévistes. Elle faisait sortir un

camion le jour férié de l'Ascension, comme si cela allait relancer l'usine paralysée par la grève! Elle a fait aussi venir un huissier pour constater le blocage... mais ce n'est pas non plus lui qui risque de relancer la production. Enfin, un travailleur a reçu une lettre en vue d'un licenciement pour motif économique... comme par hasard en pleine grève! Enfin, un directeur de Famar, l'entreprise

pharmaceutique pour laquelle Leguay produit des emballages, est venu en personne avec un camion, mais il a dû repartir à vide.

Ces manœuvres d'intimidation, loin de décourager les grévistes, n'ont fait que renforcer leur détermination. Nombreux chaque jour aux piquets devant l'usine, ils reçoivent de nombreux encouragements.

Correspondant LO

• Carrefour

Les débrayages pour les salaires se poursuivent

Vendredi 3 juin et samedi 4 juin, les employés des supermarchés Carrefour Market se sont à nouveau mobilisés pour leurs salaires et d'autres revendications. Ces journées de mobilisation sont la suite de celle du 14 mai, elle-même impulsée par le mouvement de revendication des employés des hypermarchés du groupe Carrefour.

En effet, le 9 avril dernier, ces derniers avaient obtenu une prime de 200 euros, une hausse de 7 à 10 % de la remise sur tous les achats dans l'enseigne, et une augmentation de 2 % des salaires au 1^{er} mars.

Pour la seconde fois, 60 à 80 % des employés de l'enseigne Carrefour Market ont donc débrayé. Ils trouvent insuffisantes les propositions de leur direction, qui leur propose de 2 à 2,5 % d'augmentation au 1^{er} juillet et des tickets-restaurants de 4 euros seulement pour les salariés ayant plus de deux ans d'ancienneté. Cette dernière revendication leur

tient d'autant plus à cœur que la majorité des employés des Carrefour Market, des supermarchés installés en centre-ville, travaillent à l'heure du déjeuner et n'ont pas la possibilité de rentrer chez eux.

La proposition salariale du groupe est jugée d'autant plus insuffisante que le smic devrait augmenter d'environ 2 % au 1^{er} juillet, du fait du niveau de l'inflation, autant dire que la direction ne propose que ce qu'elle devra céder de toute façon.

La mobilisation a été d'autant plus forte que les employés attendent une augmentation de salaire d'au moins 5 %, Il faut savoir que, dans ce groupe leader de la grande distribution, les salaires des employés atteignent péniblement 1 000 euros après dix ans d'ancienneté!

Ils demandent aussi l'augmentation des effectifs, en favorisant le passage des temps partiel à temps complet pour les travailleurs qui le souhaitent, contestant l'objectif de la direction qui, sous le label « tous commerçants », cherche

à imposer une polyvalence où tous les employés seront obligés de changer de rayon. Avec les changements d'horaires imposés, un chronométrage des palettes et les pressions exercées sur les salariés, ce projet ne peut que détériorer les conditions de travail en n'apportant

ni augmentation de salaire ni avantages supplémentaires.

C'est d'autant plus choquant que le groupe Carrefour, leader en Europe, s'appête par une opération financière à doter de six milliards d'euros ses deux principaux actionnaires, Bernard Arnault et Colony Capital

(14 % du capital et 20 % des droits de vote à eux deux).

Autant dire que ce groupe est florissant et qu'il est plus que temps que les travailleurs du groupe, à qui celui-ci doit toute sa réussite, entendent bien ne plus être les derniers servis.

Jacques FONTENOY

• Tours

Le maire PS trouve la législation trop favorable aux salariés !

Voilà neuf ans que, dans le cadre d'une politique de restriction des moyens consacrés aux services à la population, le maire PS de Tours, Jean Germain, a liquidé les foyers socio-éducatifs Accès – organisme parapublic – et licencié leurs 387 salariés. Attaqué en justice par d'ex-salariés pour non-respect de la loi qui prévoit que les licenciés auraient dû se voir proposer la réembauche par le repreneur des activités d'Accès, et désavoué par toutes les juridictions

sollicitées, le maire est tout de même parvenu à faire traîner l'affaire jusqu'en fin 2010, date à laquelle il a dû verser aux plaignants la somme de 435 000 euros.

Si la loi a donné raison aux salariés, eh bien ! qu'on change la loi, a décidé la municipalité de Tours! Cette dernière vient en effet d'engager une nouvelle procédure en vue d'obtenir du Conseil constitutionnel qu'il prononce l'inconstitutionnalité, pour les collectivités locales, de la disposition

qui prévoit le transfert des contrats de travail lors d'un changement de prestataire.

Pour satisfaire le patronat, la droite gouvernementale ne cesse de s'en prendre aux quelques avantages que le statut de la fonction publique peut encore contenir. Le maire PS de Tours va au-delà: il tente de s'exonérer des garanties pourtant bien minces que contient le droit privé!

Correspondant LO

• Espagne

Des campements aux assemblées de quartier

La mobilisation continue, mais pour quels objectifs ?

Le week-end des 4 et 5 juin, en Espagne, le mouvement dit du 15-M (le 15 mai, date où ont commencé les occupations de places organisées dans de nombreuses villes) a été marqué par la rencontre, à la Puerta del Sol à Madrid, des délégations de 56 villes avec *acampada* (campement organisé sur la place) mais aussi par la tenue d'assemblées de quartier un peu partout dans le pays.

Cette rencontre devait mettre en commun les travaux des commissions mises sur pied par chaque campement pour « réfléchir » sur différents thèmes (communication, éducation, immigration... ou même spiritualité et amour, etc.) et d'en tirer des objectifs pour la suite du mouvement. Deux journées d'action ont été programmées. L'une a été fixée au samedi 11 juin, jour de prise de fonction des équipes municipales nouvellement élues, où des actions spécifiques se tiendront devant les mairies. La seconde, le 19 juin, prévoit des manifestations dans tout le pays « contre la crise et le capital ».

Ainsi, plus de trois semaines après le début de l'occupation jour et nuit des places, on discute d'autres modalités d'action. Le campement de Barcelone a été levé dans la nuit du 5 au 6 juin, d'autres décisions de ce type vont suivre. Dans de nombreuses villes, des assemblées de quartier se sont mises en place sous des formes différentes.

Pour ce qui est de l'avenir du mouvement, « contre la crise et le capital » est bien le mot d'ordre annoncé pour le 19 juin. Mais les résolutions adoptées dans les assemblées centrales des villes ont de plus en plus tendance à écarter les revendications sociales qui remettent en cause le système responsable de la crise, et par conséquent du chômage et de la misère, c'est-à-dire le capitalisme.

Les initiateurs du mouvement Démocratie réelle maintenant protestent contre un certain nombre d'injustices, la corruption des politiciens, les excès du capitalisme, qu'ils veulent réformer. Ils défendent des mesures visant à rendre effective une « démocratie réelle » : une réforme électorale (avec le scrutin proportionnel et des référendums citoyens), la transparence des comptes des élus et des partis politiques, etc. Cette démocratie est présentée comme susceptible de représenter tous les citoyens et d'être un outil pour en finir avec toutes les injustices. L'esprit de cette démocratie dite



« réelle » et « horizontale » serait qu'une mesure ne puisse être adoptée qu'en ayant obtenu l'adhésion de tous. Comme si les intérêts du patronat et des ouvriers pouvaient être conciliables : dans cette optique, ce n'est donc pas demain la veille qu'on prendra les mesures efficaces contre le chômage, par exemple.

Bien sûr, il y a dans ce mouvement jeune, dynamique et contestataire beaucoup d'enthousiasme et de volonté sincère de changer les choses. Mais le refus affiché des idées politiques, le rejet des revendications sociales radicales, l'ignorance, pour ne pas dire, pour certains, le mépris à l'égard de la classe ouvrière dans le combat pour changer le monde, sont un choix éminemment politique de la part des courants militants qui animent ce

mouvement.

Ceux qui veulent en finir avec la crise, avec la dictature des banques et les licenciements, ne peuvent pas se contenter de se couler dans un mouvement qui fait profession d'apolitisme. Ils ne peuvent pas se satisfaire d'une réforme électorale qui, si elle pouvait changer un peu la donne pour les politiciens, n'enlèverait en rien le pouvoir économique des capitalistes.

En Espagne, 20% de la population active est au chômage. Le patronat licencie à tour de bras, réduit les salaires avec la complicité du gouvernement. Le mécontentement de la jeunesse et des classes populaires a donné naissance à un mouvement large mais confus qui, parti d'échanges et d'appels sur Internet, s'est développé.

Sa force, ce sont des milliers de jeunes, de travailleurs, qui revendiquent et manifestent, qui peuvent discuter et se compter. Mais il faut que des mesures pour que les travailleurs, la population laborieuse ne paient pas la crise des capitalistes, soient mises en avant.

De nouveaux mauvais coups se préparent contre les travailleurs : après les élections, les régions mais aussi les municipalités des grandes villes, de droite comme de gauche, vont procéder à de nouvelles coupes budgétaires, et le patronat pousse à une réforme des conventions collectives en sa faveur. Les questions concernant l'avenir immédiat du monde du travail doivent prendre rapidement toute leur place dans les objectifs du mouvement.

Hélène GRILLET

• Grèce

Nouvelles mesures d'austérité

La colère monte contre les banquiers

Des dizaines de milliers « d'indignés » continuent à manifester dans les grandes villes grecques pour protester contre les mesures d'austérité. Dimanche 5 juin, à Athènes, une marée humaine a envahi la place devant le Parlement et les rues adjacentes, des travailleurs, des retraités, des étudiants conspuant les députés, le gouvernement et ceux qu'ils servent, aux cris de « voleurs, contrebandiers, banquiers ».

Les dernières propositions des experts de la troïka, c'est-à-dire de la Commission et de la Banque européennes et du FMI, sont une véritable déclaration de guerre contre la population. C'est une de plus ; mais justement, l'accumulation des pressions et des exigences des banquiers internationaux atteint un niveau où elle est à la fois insupportable pour la population et totalement inefficace du point de vue économique.

L'Union européenne et le FMI promettent la dernière tranche du premier plan d'aide et un deuxième plan de 60 à 70 milliards d'euros, quoique,

là encore, des tiraillements apparaissent entre les différents pays européens. Mais qu'il s'agisse de différends réels entre les puissances dominantes en Europe ou d'une volonté d'accroître la pression et le chantage, le résultat est le même. Les banquiers et les États à leur service exigent que le gouvernement grec réalise un programme de 50 milliards d'euros de privatisations d'ici 2015. Tout doit être à vendre, et au meilleur prix. La moitié du port du Pirée (l'autre est déjà cédée au trust chinois Cosco), le port de Thessalonique, d'autres ports régionaux, des aéroports, les

Télécoms, la société d'électricité, le groupe de paris sportifs.

Cela signifie non seulement le bradage des biens publics, un appauvrissement général du pays, mais aussi des attaques précises contre les travailleurs et les usagers de ces entreprises. Pour les acheteurs, ces sociétés sont mal gérées, non compétitives et il faut réduire les coûts. Il faut licencier chez OTE (la Téléphonie) sinon Deutsch Telekom, qui en possède déjà 30%, ne voudra pas acquérir le reste, ou alors à un prix très bas. Il faut déréguler le prix du courant électrique, qui est un des plus bas d'Europe, pour trouver un acheteur aux 17% de la société de production d'électricité PPC.

Le chômage atteint plus de 15% de la population, et plus du double chez les jeunes. Les salaires ont baissé de 20% en moyenne, les hausses de la TVA



ont rendu certains produits quasi inaccessibles. Dans des villes comme Thessalonique ou Athènes, on ne compte plus les faillites de petits commerces ou de petites entreprises. Plus la population s'appauvrit, plus l'économie ralentit, moins l'argent des taxes rentre dans les caisses de l'État et plus il doit s'endetter pour payer ne serait-ce que les intérêts de la dette.

C'est un cercle vicieux dont les responsables sont les banquiers de tous les pays, français en particulier. Qu'ils exigent d'être remboursés ou qu'ils spéculent sur une faillite qui est déjà là, ce sont eux qui écrasent la population grecque. C'est contre eux que les travailleurs grecs manifestent et c'est bien eux qu'il faudra forcer à payer.

Sylvie MARÉCHAL